

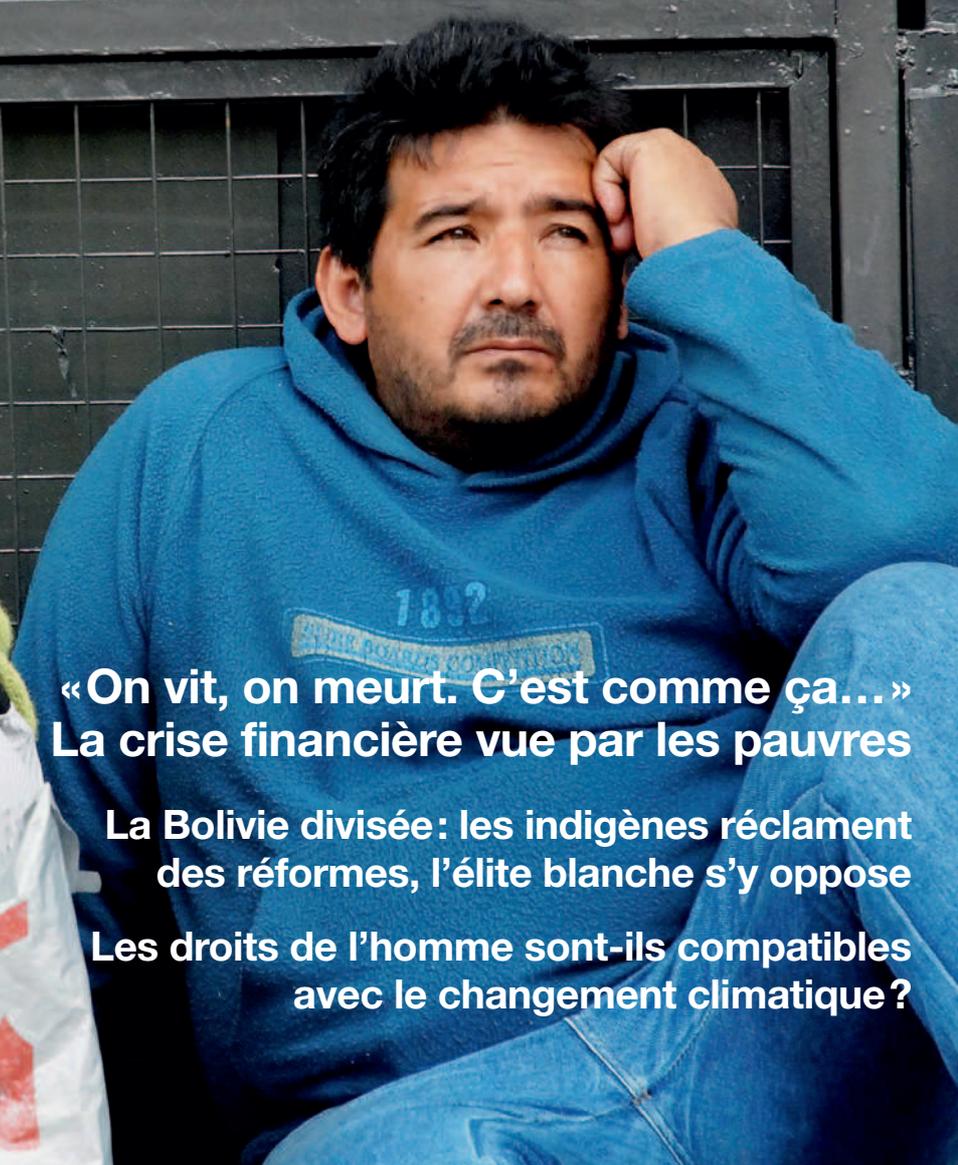
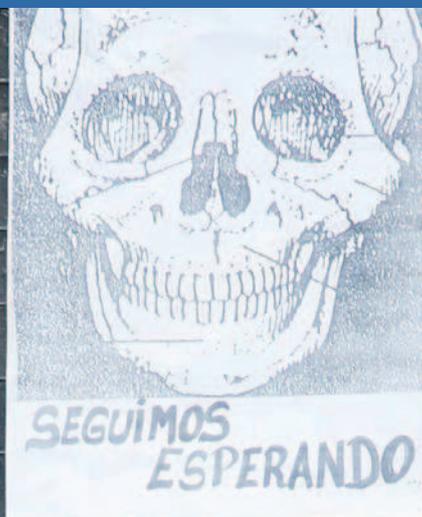
# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2009  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



«On vit, on meurt. C'est comme ça...»  
La crise financière vue par les pauvres

La Bolivie divisée: les indigènes réclament  
des réformes, l'élite blanche s'y oppose

Les droits de l'homme sont-ils compatibles  
avec le changement climatique ?

## DOSSIER



### CRISE FINANCIÈRE

#### La pauvreté et la malnutrition regagnent du terrain

Des millions de familles n'ont plus de quoi se nourrir suffisamment, se soigner et assurer l'éducation de leurs enfants

6

#### «On vit, on meurt. C'est comme ça...»

La famille Valdivia, au Nicaragua

10

#### Bataille contre la faim

Sirina Kano et Antoine Zongo, au Burkina Faso

11

#### Après la guerre, la crise

La famille Selmani, au Kosovo

12

#### Retour au village

Giang et Tinh, au Viêt-nam

13

#### Un besoin désespéré de liquidités

Entretien avec Martin Khor, directeur du Centre Sud, à Genève

14

## HORIZONS



### Les indigènes de Bolivie: combatifs, tenaces et pleins d'espoir

C'est à Santa Cruz, la métropole des plaines orientales, que la division de la Bolivie est la plus criante

16

#### «Et aujourd'hui, qui manifeste?»

Carlos Florencio Colque Mayta évoque le trafic chaotique de La Paz

20

## DDC

### Il ne suffit pas d'avoir des idées géniales

Le directeur de la DDC Martin Dahinden souligne la nécessité d'adapter les projets aux conditions de vie des populations

21

## Santé et autodétermination dans les questions intimes

Un travail de pionnier sur des thèmes tabous liés à la santé

22

### Un revenu régulier grâce au lait

Une collaboration au profit de familles rurales en Arménie

24

## FORUM



### Les droits de l'homme face au changement climatique

La juriste Christine Kaufmann préconise une redéfinition de la notion de réfugié

26

### Des abeilles pour stopper l'exode rural

L'écrivain sud-africain Zakes Mda parle du projet apicole qu'il a lancé dans son pays

29

## CULTURE



### Deux mondes incapables de communiquer

Entretien avec la cinéaste péruvienne Claudia Llosa

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, que sont les droits de l'homme?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## « Il suffit de lui donner à manger pour le guérir »

La crise financière fait des ravages en Lettonie : plus de 1240 des 4232 fonctionnaires auront perdu leur emploi en janvier 2010, du fait que les ministères et l'administration se voient contraints de réduire fortement leurs budgets. Le nombre de services gouvernementaux sera divisé par deux pour la même raison. Les salaires du secteur public, comme les allocations familiales, subiront des coupes allant jusqu'à 50 pour cent et les rentes baisseront de 10 pour cent. Nombre d'hôpitaux et d'écoles risquent la fermeture. La crise a stoppé brutalement l'élan plein d'espoir de ce petit pays balte, membre de l'Union européenne depuis 2004, et retarde son développement. Mais personne, en Lettonie, n'est privé de nourriture. Les soins médicaux continuent d'être assurés et tous les enfants peuvent aller à l'école.

Il en va tout autrement dans la plupart des pays en développement, où la lutte pour la survie est devenue encore plus dure, où le rêve d'aller à l'école ou de se faire soigner devient pour beaucoup toujours plus inaccessible. La dépression économique se fait sentir également dans ces pays : les cours des matières premières sont en chute libre, les échanges commerciaux s'effondrent, les travailleurs migrants envoient moins d'argent à leurs familles... En même temps, les prix des denrées alimentaires s'envolent.

Aussi dramatique soit-il, ce constat est en quelque sorte abstrait. Pour bien percevoir les effets de la crise, il faut donner la parole aux personnes directement concernées. C'est ce qu'a fait *Un seul monde* dans le présent numéro. Au Burkina Faso, Sirina Kano nourrit

sa famille en vendant de la bouillie de mil, mais elle-même passe parfois trois jours sans manger. Quant à Antoine Zongo, il y a longtemps qu'il ne s'émeut plus quand l'un de ses enfants a mal au ventre : « Il suffit de lui donner à manger pour le guérir », affirme ce plombier à la retraite. Dans la région de Hanoi, au Viêt-nam, les usines ont licencié 9000 personnes à cause de la crise. Giang et Tinh, deux jeunes ouvrières qui étaient venues dans la capitale pour gagner leur vie, racontent que, faute d'argent, elles ont dû retourner chez leurs parents à la campagne. Au Nicaragua, Juan Valdivia a lui aussi perdu son travail. Cet homme de 57 ans n'a plus la force de protester : « On vit, on meurt. C'est comme ça. » Lisez notre dossier sur la crise financière, à partir de la page 6.

Le cinéma latino-américain remporte depuis quelques années des succès retentissants. Mais il ne s'intéresse guère à l'univers culturel des indigènes. La Péruvienne Claudia Llosa fait exception : son film *La teta asustada*, qui porte sur une croyance andine, s'est vu décerner cette année l'Ours d'or de la Berlinale. Il parle d'un mal mystérieux et contagieux, dont la signification profonde dépasse largement les particularités culturelles. « Ce qui m'intéresse, c'est l'idée que la guerre se transmet comme une maladie », confie Claudia Llosa dans une interview (dès la page 30).

*La rédaction*

*(De l'allemand)*



Thierry Ducol/Express/REA/latif

## Les métaux de nos vieilles bécanes

(bf) La branche informatique prévoit que, dans un avenir proche, les pays industrialisés exporteront – souvent illégalement – 69 millions d'ordinateurs usagés par année vers le Sud. Les pays en développement doivent d'ores et déjà en éliminer actuellement quelque 20 millions par an. Ils recourent le plus souvent à des méthodes de recyclage inappropriées, ce qui engendre une perte considérable de ressources. D'autre part, le stockage hasardeux de substances toxiques comporte un risque pour la santé humaine et pour l'environnement. En utilisant des méthodes modernes de récupération, on peut recycler efficacement les circuits imprimés et les autres composants contenant des métaux précieux (or, argent, palladium) ou spéciaux (étain, indium, antimoine). Le taux de recyclage dépasse alors 95% pour les métaux précieux. Mais les pays en développement sont souvent dépourvus de la technologie requise : la quantité récupérée est inférieure à 25% pour l'or, encore plus faible pour l'argent et le palladium, et la plupart des métaux spéciaux sont perdus. Les leaders de la branche préconisent l'instauration d'un système mondial de recyclage qui respecte strictement la législation en vigueur. [www.preciousmetals.umicore.com](http://www.preciousmetals.umicore.com)

## Améliorer le climat des affaires

(jls) Plusieurs pays africains ont pris des mesures ces dernières années pour faciliter la pratique des affaires. L'une d'elles consiste à ouvrir des guichets uniques qui regroupent tous les services officiels impliqués dans la création d'entreprises. Alors qu'auparavant, les opérateurs économiques devaient passer d'un service administratif à l'autre et que les formalités pouvaient durer des mois, le guichet unique a permis de simplifier considérablement le processus. Au Sénégal, le temps nécessaire pour constituer une entreprise est passé de 58 à 8 jours. En République centrafricaine, il ne faut plus que sept jours, contre trois mois à un an par le passé. Le Mali, qui a lancé son guichet en mai dernier, tient à ce que les entrepreneurs puissent accomplir toutes les démarches en 72 heures. L'Angola, le Burkina Faso, le Lesotho et la Zambie

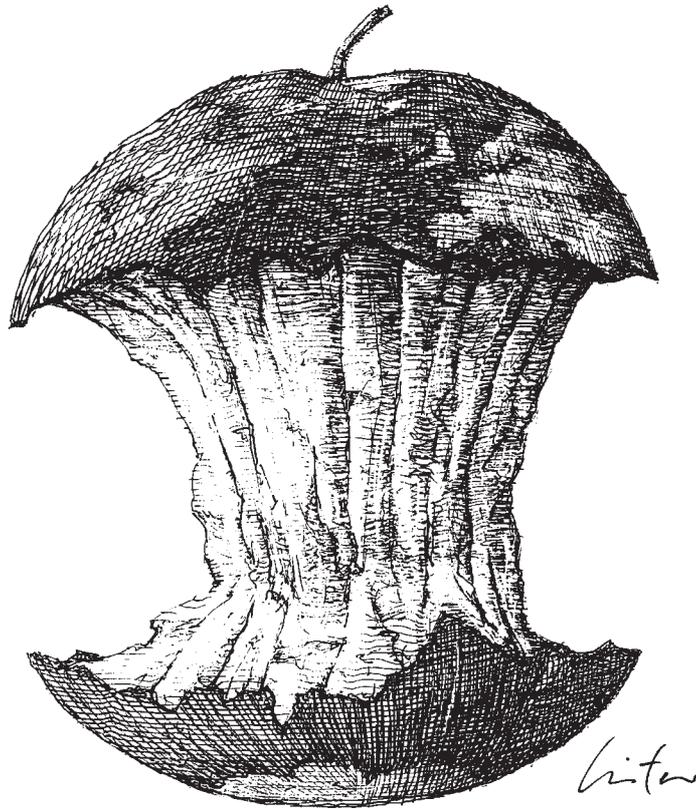
ont également facilité de cette manière l'inscription des sociétés. L'État y trouve lui aussi son compte, puisqu'un grand nombre de ces nouvelles entreprises sont issues du secteur informel. Une fois reconnues officiellement, elles n'échappent plus au fisc, ce qui augmente les recettes publiques.

## Des vidéos plutôt que des ateliers

(gn) Au Bénin, le Centre du riz pour l'Afrique a remporté un franc succès avec son film didactique sur la cuisson du riz : 72% des paysannes ou paysans qui l'ont visionné utilisent désormais la technique recommandée, à savoir l'étuvage à la vapeur, qui limite la perte des nutriments. En revanche, la proportion est inférieure à 20% parmi les participants à des ateliers sur le même sujet. Selon Paul Van Mele, auteur de cette étude comparative, les films démocratisent l'accès au savoir, car tout le monde – en particulier les femmes – peut assister aux projections, alors que les ateliers sont souvent réservés aux élites villageoises. De plus, la méthode améliorée de l'étuvage est expliquée de telle manière que les gens peuvent l'adapter à leurs besoins et à leurs moyens. Ainsi, 67% des paysannes qui ne peuvent pas se payer les marmites nécessaires bricolent elles-mêmes un équipement ad hoc. Ce film a été traduit en vingt



Nana Grosse-Woodley/latif



## Le paradis

langues africaines et va partir à la conquête de tout le continent. D'autres vidéos éducatives sont prévues.

[www.warda.org](http://www.warda.org)

### Un riz à haute teneur en fer

(bf) Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), quelque 2 milliards d'êtres humains souffrent d'une carence en fer. Ce problème touche surtout les femmes et les enfants de pays en développement, qui se nourrissent principalement de riz. Des scientifiques de l'EPFZ ont réussi à multiplier par six la teneur en fer d'une variété de riz existante, en lui intégrant deux nouveaux gènes végétaux. Le professeur Wilhelm Gruissem ne pense pas que ces plantes génétiquement modifiées constituent un danger pour l'environnement. Selon lui, il est hautement improbable que leur absorption accrue de fer ait pour conséquence un appauvrissement des

terres, car cet élément est le métal le plus répandu dans le sol. Mais avant que la nouvelle variété de riz puisse être cultivée à grande échelle, les chercheurs zurichoïses devront encore réaliser de nombreuses analyses sur la sécurité biologique – en serre et en pleine terre – ainsi que des tests agronomiques. Leur objectif est d'offrir un jour gratuitement ce riz transgénique aux petits paysans et aux personnes vivant en autarcie.

[www.ethz.ch](http://www.ethz.ch)

### Microscope pour téléphone portable

(bf) Des chercheurs de l'Université de Californie, à Berkeley, ont développé un microscope à fluorescence qui se fixe sur un téléphone portable. Ce système permet de prendre des images détaillées de molécules de sang et de les analyser pour diagnostiquer certaines maladies, comme la tuberculose ou la malaria.

Normalement, c'est dans les hôpitaux et les laboratoires que l'on trouve les microscopes de ce type, encombrants et coûteux. Le nouveau CellScope se compose d'un microscope et d'un support sur lequel on dépose l'échantillon de sang. Ce dispositif s'emboîte sur un téléphone portable ordinaire équipé d'un appareil photo. Les chercheurs ont réussi à identifier de cette manière des bactéries de la tuberculose. Actuellement, ils

mettent au point d'autres marquages afin d'élargir le champ d'action de l'appareil. Celui-ci est destiné aux pays en développement : les possibilités d'obtenir un diagnostic médical y sont rares, mais beaucoup de gens possèdent des portables et la réception est souvent bonne. Le téléphone se transforme ainsi en clinique portative – le médecin traitant peut examiner les échantillons sans avoir à se déplacer.

<http://berkeley.edu>



CellScope



En République démocratique du Congo, la baisse de la demande et des prix des matières premières a conduit l'industrie minière à licencier 300 000 ouvriers depuis septembre 2008

# La pauvreté et la malnutrition regagnent du terrain

Les pays en développement sont durement frappés par la récession mondiale. La plupart de leurs sources de financement extérieur se sont tariées, entraînant la destruction massive d'emplois et une recrudescence de la pauvreté. Des millions de familles n'ont plus de quoi se nourrir suffisamment, se soigner et assurer l'éducation de leurs enfants. De Jane-Lise Schneeberger.

La crise financière, déclenchée par l'éclatement de la bulle spéculative en Occident, s'est propagée en quelques mois au reste de la planète. L'onde de choc a d'abord secoué les économies émergentes et en transition, très intégrées dans le système financier mondial. Puis l'impact s'est fait sentir également dans les régions les plus pauvres du globe, comme l'Afrique subsaharienne, qui sont pourtant à l'écart des marchés financiers.

## Une avalanche de licenciements

Le premier canal de transmission de la crise a été l'assèchement des flux de capitaux privés à destination des pays en développement. Dès l'automne 2008, les banques internationales ont pratiquement cessé d'accorder de nouveaux crédits et de reconduire ceux qui arrivaient à échéance. La pénurie de liquidités a posé des problèmes aigus de financement tant au secteur privé qu'aux États.



The New York Times/Redux/Haiti

En Haïti, comme dans beaucoup d'autres pays en développement, l'État ne parvient plus à financer des projets urgents d'infrastructures, tels que l'approvisionnement en eau potable ou la construction d'écoles

Les investissements étrangers directs se sont effondrés : les multinationales ont rapatrié les fonds qu'elles avaient investis dans des pays en développement ou remis à plus tard d'importants projets industriels.

La crise s'est également propagée par le biais du commerce. La demande de produits manufacturés et de matières premières a chuté en Occident, laminant les exportations des pays en développement. En Asie, des milliers d'usines, qui produisaient des textiles ou du matériel électronique destinés aux États-Unis et à l'Europe, ont mis la clé sous le paillasson. Rien qu'en Chine, 20 millions de travailleurs ont perdu leur emploi. L'Afrique et l'Amérique latine ont été surtout affectées par la dégringolade des cours des minerais, dont elles sont de grandes exportatrices. Des mines de cuivre, de cobalt, de diamants, etc. ont fermé ou réduit leur production. En République démocratique du Congo, l'industrie extractive a licencié 300 000 ouvriers. Le marasme s'étend aussi à la production agricole : la baisse des commandes paralyse les exportations de caoutchouc, de bois, de coton, de fleurs, de café...

### Le soutien des migrants décline

La diminution des fonds transférés par les travailleurs migrants constitue un troisième vecteur de propagation de la crise. Une multitude de familles pauvres, à travers le monde, vivent grâce aux

virements réguliers de leurs proches établis à l'étranger. Or, les émigrés sont eux aussi victimes de la récession. Certains perdent leur emploi, d'autres gagnent moins qu'avant. Et le volume des transferts s'en ressent. La situation est grave surtout pour de petits pays pauvres, comme le Tadjikistan et la Moldavie, dont l'économie est largement tributaire de ces versements. Par ailleurs, de nombreux migrants sont contraints de rentrer au pays. Ainsi, les monarchies pétrolières du Golfe renvoient par dizaines de milliers les ouvriers asiatiques qu'elles avaient engagés pour travailler dans le secteur de la construction.

### Des assiettes vides

L'impact de la récession varie d'une région à l'autre. Si certains pays, comme la Chine, ont pu amortir le choc grâce à leurs importantes réserves monétaires, d'autres n'ont aucune marge de manœuvre financière. « Les pays les plus pauvres, en Afrique notamment, ont une très faible capacité de résistance aux crises. Les fluctuations économiques se répercutent directement sur la population, dont les revenus atteignent déjà tout juste le minimum vital en temps normal », s'inquiète Martin Fässler, chef de l'état-major de direction à la DDC. Dans ces pays, où il n'y a pas d'assurance-chômage, la détérioration des revenus impose de douloureuses privations. Les ménages pauvres réduisent leur alimentation, en quantité et en qua-

### Coup de frein aux OMD

La crise économique, associée à celle de l'alimentation, mine les progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. On semblait pourtant sur le bon chemin pour atteindre le premier d'entre eux, à savoir réduire de moitié la pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2015. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté était passé de 1,8 milliard en 1990 à 1,4 milliard en 2005. Mais il a augmenté de 200 millions en 2008 en raison de la hausse des prix de l'alimentation et du pétrole. Et cette année, entre 55 et 90 millions d'individus devraient à leur tour basculer dans la pauvreté du fait de la crise financière. En ce qui concerne la faim, la tendance s'est aussi inversée. En 2009, le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique devrait pour la première fois dépasser 1 milliard.

### La crise sévit dans les steppes mongoles

La DDC a passé en revue ses activités, pays par pays, afin de les adapter si nécessaire à la situation créée par la crise financière. Le projet Green Gold, en Mongolie, en est un exemple. Il vise à freiner la dégradation des pâturages et à améliorer les conditions de vie des bergers. Jusqu'ici, il a mis l'accent sur des solutions techniques et sur la gestion collective de « l'or vert ». Mais la crise a durement frappé la Mongolie. Les bergers se sont encore appauvris depuis que le prix du cachemire, confectionné avec le poil de leurs chèvres, a chuté sur le marché international. Malgré tout, l'élevage reste la dernière possibilité de gagner un peu d'argent, car les autres secteurs de l'économie ont souffert de la baisse des investissements étrangers. Nombre de chômeurs se recyclent dans cette activité, accentuant la pression sur des pâturages déjà surexploités. C'est pourquoi le projet comprend désormais une composante économique: il aide les éleveurs à améliorer leur productivité, à écouler leurs produits et à trouver d'autres sources de revenus.



Paul Hahn/veit

lité. Beaucoup ne mangent plus qu'une fois par jour. Ils renoncent à se soigner ou recourent aux guérisseurs, moins chers que les médecins.

Les enfants sont les premières victimes de cette recrudescence de la pauvreté. Dans l'incapacité de payer les frais scolaires, nombre de parents retirent leurs enfants de l'école. Ces derniers sont souvent obligés de travailler et il est hautement improbable qu'ils reviendront un jour en classe. On estime en outre que, si la crise perdure, 200 000 à 400 000 nourrissons supplémentaires pourraient mourir chaque année. De nombreux enfants porteront à vie les séquelles de la malnutrition, qui peut provoquer des déficiences physiques et cognitives irréversibles.

### Recours rapide au système D

L'Institut britannique d'études du développement (IDS) a étudié dans cinq pays la manière dont les populations démunies font face à la crise financière et à celle de l'alimentation. Ses observations confirment que beaucoup de ménages, malgré tous leurs efforts, n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Cette étude met également en évidence les impacts sociaux de ces crises. Ainsi, dans une communauté rurale du Kenya, il est devenu courant que des hommes abandonnent leurs femmes et leurs enfants, sous prétexte d'aller chercher du travail en ville. Au Bangladesh, ce sont les aînés qui courent le risque d'être négligés par leur famille.

Dans plusieurs communautés, on signale une augmentation de la violence domestique, de la criminalité juvénile ou des tensions sociales.

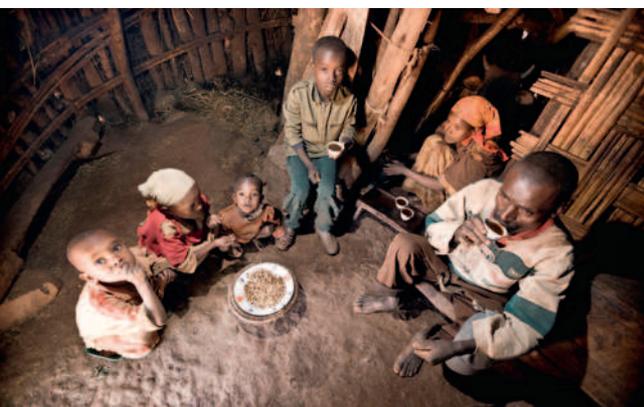
L'IDS souligne toutefois la rapidité avec laquelle les pauvres, en particulier les femmes, se sont débrouillés pour survivre: ils travaillent plus dur qu'avant en gagnant nettement moins; ils sont prêts à effectuer des tâches dégradantes, dangereuses pour la santé, voire pas tout à fait légales. Beaucoup de gens sont contraints d'emprunter de l'argent à des proches ou à des prêteurs informels pratiquant des taux usuriers. En dernier recours, les familles vendent leurs biens: des poules, des chèvres, des outils, un lopin de terre...

### Aide d'urgence aux plus vulnérables

Les gouvernements locaux font ce qu'ils peuvent pour venir en aide aux populations victimes de la crise. Ils mettent en place des filets de protection sociale et prennent des mesures d'urgence, comme la distribution gratuite de nourriture aux plus vulnérables. Cependant, la chute des exportations et le ralentissement de l'économie les ont privés d'une grande partie de leurs recettes fiscales. Dès lors, bon nombre d'États ne parviennent plus à assumer des dépenses à long terme, comme la construction d'écoles et d'hôpitaux, la lutte contre le sida, l'approvisionnement en eau potable, etc. « Pourtant, le maintien des investissements sociaux est vital non seulement pour lutter contre la pau-



Les impacts de la crise financière sont nombreux: des soins de santé qui deviennent inabordable (Kenya), un combat quotidien pour se nourrir (Éthiopie) ou encore des millions de chômeurs (Chine)



vreté, mais également pour créer les conditions propices à un redémarrage. S'ils cessent de financer ces programmes, les pays pauvres auront énormément de peine à se rétablir une fois la crise passée», craint Martin Fässler.

### Prêter aux uns, donner aux autres

Dans la situation actuelle, l'aide internationale est donc plus nécessaire que jamais. Les agences onusiennes et les donateurs bilatéraux ont réorienté leurs programmes afin d'atténuer les effets de la crise. Quant aux institutions financières internationales, elles ont augmenté le volume de leurs prêts et de leurs dons aux États en difficulté. Pour Olivier Chave, chef de la division Institutions globales à la DDC, il importe toutefois de veiller à ce que le remède ne soit pas pire que le mal: «S'ils

contractent des emprunts au taux du marché, les pays très pauvres risquent de replonger dans un endettement qui va les étrangler pendant des décennies. Dans leur cas, les besoins de liquidités doivent plutôt être couverts par des dons ou des prêts sans intérêt.» Les banques de développement disposent à cette fin de fonds dits concessionnels, dont elles s'emploient actuellement à accélérer le déboursement. «Les donateurs approuvent cette démarche, mais ils ne cachent pas une certaine inquiétude, note Olivier Chave. L'épuisement des réserves avancera en effet le moment où ils devront reconstituer ces fonds.» Or, des menaces planent sur les budgets de l'aide au développement. Certains pays industrialisés pourraient être amenés à réduire leur engagement, comme ils l'avaient fait lors de crises précédentes. ■

### Une crise de huit ans

La récession mondiale a provoqué une profonde crise de l'emploi. Dans son scénario le plus pessimiste, l'Organisation internationale du travail (OIT) table sur un nombre record de 239 millions de chômeurs dans le monde en 2009. Cela signifie que près de 59 millions de personnes viendraient s'ajouter à l'effectif enregistré en 2007. Sur ce nombre, plus de 41 millions vivent dans les pays en développement ou en transition. La crise de l'emploi pourrait durer huit ans. Le chômage continuera probablement de croître jusqu'en 2011. Même si la croissance redémarre, la reprise de l'emploi ne surviendra qu'après une période de quatre à cinq ans. Selon l'OIT, une durée aussi longue de chômage élevé pourrait constituer une menace pour la stabilité politique et sociale internationale.

## « On vit, on meurt. C'est comme ça... »

La famille Valdivia vit dans un quartier pauvre de Managua, la capitale du Nicaragua. Elle a toujours eu la vie dure et est habituée à devoir lutter pour survivre. Mais depuis le début de la crise mondiale, les choses s'aggravent de jour en jour. Texte et photo de Sandro Benini\*.



### L'inflation nuit aux pauvres

Le Nicaragua est le troisième pays le plus pauvre d'Amérique latine, après le Honduras et la Bolivie. Selon l'organisme onusien Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), 62% de ses 5,8 millions d'habitants vivent dans la pauvreté. Une personne sur trois se trouve même dans un dénuement extrême. Environ 30% des enfants sont sous-alimentés de manière chronique et 9% souffrent de malnutrition sévère. Le taux d'analphabétisme s'élève à 20%. Le Nicaragua est certes moins durement touché par la crise que les pays voisins : son économie a fléchi de 1% seulement l'an dernier, alors qu'elle a reculé de 3% au Costa Rica et de 2,5% au Honduras. Il n'empêche que l'inflation a atteint 14% en 2008, ce qui aggrave surtout la situation des ménages défavorisés.

Des rues non goudronnées, des chiens errants, de vieux pneus abandonnés çà et là, des enfants qui jouent, vêtus de shorts déchirés... C'est dans ce décor de pauvreté, tellement courant en Amérique latine, que se trouve la petite maison en ciment des Valdivia : deux pièces au sol boueux, séparées par une cloison de planches. Les parents dorment dans un lit étroit, leurs deux filles sur des lits pliants et les quatre petits-enfants sur un matelas.

Il y a quelque temps encore, le père, Juan, gardait la maison d'un architecte espagnol pour l'équivalent de 100 francs par mois. Avec la crise, l'entreprise de construction de son employeur a fait faillite. Celui-ci est reparti en Europe et Juan a perdu son travail. « Depuis, je travaille de temps en temps comme maçon. Mais je n'ai aucune chance de retrouver un emploi fixe », pense cet homme de 57 ans.

### Le riz trois fois plus cher

Les filles de la famille, Carolina, 25 ans, et María, de deux ans sa cadette, ont chacune deux enfants, dont les pères se sont volatilisés et ne versent pas un centime de pension alimentaire. Tous les matins, Carolina se lève vers quatre heures pour aller vendre des *tortillas* dans un quartier voisin. Domestique dans une famille de la classe moyenne, María parcourt

chaque jour une heure et demie à pied pour se rendre à son travail. Elle gagne environ 80 francs par mois. À l'aube, Nicolasa, la mère, prépare les *tortillas* que sa fille ira vendre, puis elle prend soin de ses petits-enfants.

Mois après mois, la famille réunit ainsi un peu d'argent. « Nous n'avons pas faim, mais toutes les denrées ne cessent d'augmenter », remarque Nicolasa. « Avant la crise, une livre de riz coûtait trois fois moins qu'aujourd'hui. Nous avons toujours plus de peine à joindre les deux bouts. » Nicolasa se remémore le passé, dont témoigne une photo accrochée à côté de l'entrée. Dans les années 70, tout comme son mari, elle s'est battue dans les rangs de la guérilla sandiniste contre la dictature d'Anastasio Somoza. Que pense-t-elle du fait que Daniel Ortega, un ancien chef sandiniste, soit aujourd'hui président et que, malgré tout, sa famille ne reçoive aucune aide du gouvernement ? En guise de réponse, elle hausse les épaules. Et Juan Valdivia lâche : « On vit, on meurt. C'est comme ça... » ■

\* Sandro Benini est le correspondant du « Tages-Anzeiger » en Amérique centrale. Il vit à Mexico.

(De l'allemand)

# Bataille contre la faim

Une opération humanitaire a été mise sur pied dans deux villes du Burkina Faso pour venir en aide aux ménages pauvres les plus affectés par la crise alimentaire. Sirina Kano, mère de sept enfants, et Antoine Zongo, un plombier à la retraite, font partie des bénéficiaires. Texte et photo de Souleymane Ouattara\*.



Une foule grouillante fait la queue devant l'école primaire de Bogodogo, un arrondissement de Ouagadougou. Les premiers sont arrivés à l'aube. Encore quelques mètres à franchir et ils touchent au but : un agent assis à une table sur laquelle trône un registre. Sirina Kano, 45 ans, tend sa carte et le préposé lui remet des bons d'achat d'une valeur de 9000 francs CFA (environ 21 francs suisses). Elle pourra ainsi acheter chez des commerçants agréés trois litres d'huile, du maïs, des cubes alimentaires, du savon et du sel.

Cette opération de distribution de coupons, lancée par le Programme alimentaire mondial (PAM), se déroule de janvier à décembre 2009 à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, les deux grandes villes du Burkina Faso. Elle vise à aider les 30 000 ménages les plus pauvres qui ont été recensés par la Croix-Rouge nationale. « Nos enquêtes ont montré que des familles vivaient dans des conditions très difficiles et qu'il fallait intervenir d'urgence », explique Ali Ouattara, chargé de programme au PAM.

## Bataille contre la faim

Le mari de Sirina Kano, un tailleur, ne parvient pas à joindre les deux bouts. Avec l'accroissement

de la crise, ses clients démunis se tournent vers la friperie venue d'Europe pour s'habiller. Le peu qu'il gagne sert à payer les cotisations de l'association des parents d'élèves et les tenues scolaires des enfants. « Les plus grands sont au collège public, qui est gratuit. Autrement, ils n'auraient pas pu continuer leurs études », dit M<sup>me</sup> Kano. L'éducation est l'un des postes qui pâtissent le plus de la crise économique. Avec sa pension équivalant à 46 francs suisses, Antoine Zongo, un retraité de 62 ans, se considère comme un privilégié. Mais ses enfants doivent suivre des cours du soir pour pouvoir poursuivre leurs études.

Cependant, la première bataille que mènent les familles pauvres, c'est contre la faim. Antoine Zongo ne s'émeut plus quand l'un de ses enfants vient lui dire qu'il a mal au ventre. « Il suffit de lui donner à manger pour le guérir », dit-il. Quant à M<sup>me</sup> Kano, qui gagne sa vie en vendant de la bouillie de mil, il lui arrive de passer elle-même trois jours sans manger. ■

*\*Souleymane Ouattara, journaliste, est correspondant au Burkina Faso de l'agence de presse africaine Syfia Info*

## Ralentissement de l'économie

Le Burkina Faso a subi coup sur coup les répercussions des crises alimentaire et financière. Dans ce pays où près de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, la flambée des prix de l'alimentation a provoqué des émeutes dans plusieurs villes début 2008. Cette année-là, l'inflation a atteint un niveau record de 10,7%. C'est vers la fin de 2008 que la récession mondiale a commencé à faire sentir ses effets. Les exportations de coton ont chuté en raison de la baisse des prix sur le marché international. Leur contraction devrait atteindre 45% pour l'année 2009, ce qui aggrave les difficultés de la filière cotonnière et contribue à éroder les revenus des payans. L'incidence de la pauvreté est passée de 42,6% en 2007 à 43,5% en 2008. La crise économique a également entraîné un déclin du revenu national et une hausse de la dette publique. La croissance économique, qui atteignait 4,5% en 2008, devrait tomber à 3,5% en 2009, le taux le plus faible depuis 2000.

# Après la guerre, la crise

En 1999, lorsque la guerre a éclaté au Kosovo, la maison des Selmani a été incendiée et le bétail s'est dispersé. La famille a dû fuir. Dinore, la mère, doit se démener chaque jour pour trouver de quoi manger. Depuis peu, même les versements venant de Suisse se sont taris. Texte et photo d'Enver Robelli\*.



## Le pays survit grâce à la diaspora

Le Kosovo est le plus jeune État du monde, peut-être aussi le plus isolé. Ses ressortissants doivent obtenir un visa pour se rendre en Europe occidentale. Depuis le démantèlement de la Yougoslavie, les Kosovars ne peuvent plus émigrer légalement pour aller chercher du travail à l'Ouest. La Suisse, l'Allemagne et l'Autriche accueillent une importante diaspora kosovare, dont les transferts financiers préservent ce petit État balkanique de l'effondrement. Chaque année, plus d'un demi-milliard d'euros parviennent ainsi aux familles restées au pays. Les envois de fonds sont cependant en recul depuis le début de la crise économique mondiale. Selon des experts étrangers, cette dernière pourrait frapper durement le Kosovo dans les prochains mois. Les observateurs nationaux s'attendent même à des troubles sociaux si le gouvernement ne s'attaque pas à la corruption généralisée et n'instaure pas un climat plus propice aux investissements étrangers.

Dinore Selmani, son mari et leurs cinq enfants vivent aujourd'hui à la périphérie de la capitale Pristina, dans une sorte de *favela* kosovare qui abrite des familles rurales pauvres. Il est hors de question pour eux de retourner à Gradica, leur village d'origine dans la région de Drenica, où ils ont tout perdu. Les Selmani s'y rendent parfois pour cultiver des légumes ou rendre visite à des parents. Mais ensuite, ils reviennent à Pristina.

L'État kosovar leur verse 60 euros par mois au titre de l'aide sociale, une somme censée couvrir les besoins de la famille. M<sup>me</sup> Selmani ne peut qu'en rire amèrement. Cet argent ne lui suffit même pas à acheter de la nourriture pour une semaine.

## Terres agricoles à l'abandon

Jusqu'à récemment, la famille Selmani recevait en plus 100 euros par mois, que lui envoyait un Albanais du Kosovo émigré en Suisse. Après avoir vu une émission de télévision sur le sort des familles paysannes dans son pays, cet homme avait décidé de son propre chef de leur verser régulièrement de l'argent. Il leur faisait aussi fréquemment parvenir des paquets contenant des vêtements. Certains mois, le montant transféré était même de 150

euros. Malheureusement, les versements ont cessé. M<sup>me</sup> Selmani dit avoir appris que leur bienfaiteur avait perdu son emploi en Suisse. Ces derniers temps, elle a beaucoup entendu parler de la crise économique mondiale à la télévision.

Elle espère que son mari trouvera du travail comme manœuvre. « L'idéal serait que l'État vienne en aide aux paysans », dit-elle. Au Kosovo, presque toutes les denrées alimentaires sont importées des pays voisins, alors que les terres agricoles restent le plus souvent en friche. Et ce n'est que récemment que le gouvernement a promis de subventionner les agriculteurs.

Dinore Selmani doit donc continuer à lutter pour nourrir ses cinq enfants. Alors que la rentrée scolaire approche à grands pas, elle ne sait pas encore où trouver de l'argent pour acheter les fournitures nécessaires. Mais peut-être que le gentil Kosovar de Suisse va retrouver du travail. La famille aurait alors moins de soucis. ■

\*Enver Robelli est le correspondant en Europe du Sud-Est du «Tages-Anzeiger» et de la «Süddeutsche Zeitung»

(De l'allemand)

# Retour au village

La crise économique a fait de Giang et Tinh, bien malgré elles, des employées à temps partiel. Dès lors, ces deux jeunes ouvrières vietnamiennes ne gagnaient plus assez pour pouvoir s'acheter le strict nécessaire et continuer à vivre en ville. Aujourd'hui, elles comptent suivre une formation professionnelle afin de s'assurer un avenir. Texte et photo d'Anemi Wick\*.

Giang a 20 ans, Tinh 22. Elles viennent de Tan Phu, un village rural à une quarantaine de kilomètres au nord de Hanoi, la capitale du Viêt-nam. En 2008, quand des amis leur avaient appris que des usines cherchaient de la main-d'œuvre, elles n'avaient pas hésité à partir. « Nous voulions gagner notre vie », racontent-elles. Giang et Tinh se faisaient une autre idée de la vie en ville, pensant que ce serait plus simple. Elles ont commencé à travailler dans une usine de la zone industrielle de Hanoi. Huit heures par jour et six jours par semaine, elles contrôlaient des claviers de téléphones portables et des composants d'imprimantes. « Ce travail n'est pas pénible physiquement », remarque Giang qui connaît le dur

labeur dans les rizières. « En revanche, il est fatigant et monotone. » Leur salaire équivalait à trois francs suisses par jour.

Giang et Tinh logeaient dans un immeuble à proximité de l'usine, non loin de l'aéroport. Trois ou quatre ouvrières s'y partagent une pièce d'à peine huit mètres carrés et un autocuiseur à riz. Et l'on compte une trentaine de personnes pour deux toilettes.

## Environ 9000 licenciements

En janvier dernier, le travail a commencé de diminuer, en raison de la crise économique mondiale. Leur employeur ne les faisait venir que quinze jours par mois, voire moins encore. « Notre salaire ne nous suffisait plus pour vivre. En ville, la nourriture coûte trois fois plus cher qu'à la campagne. Nous avons dû retourner chez nos parents et attendre un coup de fil de l'usine. » Selon des estimations rapportées en mars par le quotidien *Viet Nam News*, environ 9000 ouvriers auraient perdu leur emploi rien que dans les entreprises industrielles des environs de Hanoi. La plupart d'entre eux venaient des régions rurales. Ils sont retournés travailler les champs.

Au village, on ne ressent guère les effets de la crise. « Les intempéries et les inondations sont bien pires pour nous, les paysans », explique Tran Van Bieu, le père de Tinh. Depuis juin, les deux jeunes femmes ont retrouvé un emploi à plein temps. « Les usines engagent à nouveau, mais ce travail n'est pas intéressant. Si nous voulons nous marier et avoir des enfants, notre salaire ne suffira jamais », déplore Giang. Elle entend retourner au village pour commencer une formation de mécanicienne sur machine. « À l'usine, mon avenir n'est pas assuré. » ■

*\*Anemi Wick a effectué un stage dans des médias à Hanoi et sillonne le Viêt-nam en tant que journaliste indépendante*

(De l'allemand)

## Le Viêt-nam devrait éviter la récession

Au Viêt-nam, les exportations représentent plus de 50% du produit intérieur brut, les principaux acheteurs étant les marchés en crise des États-Unis, d'Europe et du Japon. Au cours du premier semestre 2009, les recettes tirées des exportations ont reculé de 10%. La baisse de la demande concerne surtout les biens de luxe, tels les meubles de jardin en bois, mais moins les vêtements bon marché. Les investissements étrangers directs, le tourisme et les transferts d'argent des émigrés vietnamiens s'inscrivent également à la baisse. Pendant ce temps, les exportations de riz et la consommation intérieure sont au contraire en plein boom. Le Viêt-nam souffre moins de la crise que d'autres pays asiatiques. Il ne va pas sombrer dans la récession. Les experts prévoient que la croissance ralentira en 2009, pour se situer entre 3 et 4%. Ils ont cependant mis en garde le gouvernement : s'il entend maintenir une croissance de 5 à 6% au moyen d'importantes mesures conjoncturelles, le taux d'inflation pourrait s'envoler.



# Un besoin désespéré de liquidités

L'assèchement des flux financiers internationaux a creusé un déficit abyssal dans les pays en développement. Selon Martin Khor, directeur exécutif du Centre Sud, les pays riches doivent mobiliser rapidement les fonds nécessaires pour aider des populations qui sont les victimes innocentes de la crise financière. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.



**Martin Khor**, né à Penang (Malaisie) en 1951, a étudié l'économie à l'Université de Cambridge et à l'Université des sciences de Malaisie. Il a dirigé durant 25 ans le Third World Network, un réseau d'organisations non gouvernementales et de centres de recherche engagés en faveur du développement. Depuis mars 2009, il dirige le Centre Sud, à Genève. Martin Khor est l'auteur de plusieurs ouvrages et études sur des thèmes relatifs au commerce, au développement durable et à l'environnement, dont *Globalisation and the South* et *Intellectual Property, Biodiversity and Sustainable Development*. Martin Khor a également été conseiller de plusieurs agences des Nations Unies et d'autres institutions. En outre, il participe aux négociations relatives à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique.



## **Un seul monde: Peut-on chiffrer les pertes subies par les pays en développement du fait de la crise financière?**

**Martin Khor:** On estime que le déficit de financement s'élèvera à 1000 milliards de dollars en 2009. Ce montant inclut tous les fonds provenant de l'étranger qui ont été gelés, c'est-à-dire les prêts, les investissements et les recettes tirées des exportations. Dans les pays en développement, les réserves en devises étrangères ont tellement diminué que de nombreux gouvernements éprouvent des difficultés à financer leurs importations et à assurer le service de leur dette extérieure. Une nouvelle crise de l'endettement se profile. C'est l'impact le plus grave de la crise sur le monde en développement.

**Les États industrialisés ont adopté des programmes conjoncturels destinés à relancer leur économie. Les pays pauvres ont-ils les moyens de financer des mesures analogues? Aux États-Unis et en Europe, les gouvernements**

ont emprunté énormément d'argent, notamment à leurs banques centrales, pour financer ces programmes et ils ont ramené leurs taux d'intérêt à presque zéro pour cent. Seuls quelques pays du Sud, comme la Chine, ont pu s'offrir de tels plans de relance, car ils possèdent d'importantes réserves monétaires. Les autres n'en ont pas les moyens. Et ils ne peuvent pas emprunter davantage d'argent à l'étranger. D'autant que les prêts du Fonds monétaire international (FMI) sont assortis de conditions très restrictives: réduction des dépenses publiques, diminution du déficit budgétaire et hausse des taux d'intérêt. Bref, tout le contraire d'une politique anticyclique. Ces exigences enfoncez plutôt les pays dans la récession.

## **Que peuvent donc faire les gouvernements du Sud pour atténuer les effets de la crise?**

Au niveau national, pas grand-chose, car ils ont désespérément besoin de liquidités en devises étrangères. Il appartient aux pays riches de trouver au plus

vite les ressources nécessaires. Quand leurs banques étaient sur le point de s'effondrer, ils n'ont pas perdu de temps. Ils ont immédiatement injecté des fonds pour les sauver. Aujourd'hui, la situation est tout aussi urgente. On ne peut pas laisser l'Afrique ou l'Asie s'effondrer.

### Quelle forme devrait prendre ce financement?

Pour éviter de créer de nouvelles dettes, il faudrait

se traduire par une baisse considérable des recettes publiques. En outre, il faut accorder à ces pays un moratoire sur le service de la dette jusqu'à ce que la crise soit passée.

### Qu'attendez-vous des agences de coopération dans le contexte actuel?

La coopération doit impérativement augmenter son aide, car c'est une véritable catastrophe sociale et humanitaire qui s'annonce. Des millions de gens



Paul Hahn/veir

que ce soit des dons ou des allocations sans frais comme les droits de tirages spéciaux (DTS), la monnaie du FMI. Le sommet du G20, en avril dernier, a accepté l'émission de 250 milliards de dollars de DTS supplémentaires. Toutefois, la majeure partie de ces fonds ira aux pays riches, car ils seront alloués proportionnellement aux quotas-parts. Lors de la conférence de l'ONU sur la crise financière, en juin, les pays en développement ont demandé que de nouveaux DTS soient émis à leur intention. Cela ne coûterait rien aux contribuables des pays industrialisés. Malheureusement, cette proposition a été refusée, mais la discussion se poursuivra au sein d'un groupe de travail créé par la conférence.

### Hormis la mise à disposition de liquidités, que préconisez-vous?

Les pays en développement ont besoin d'une plus grande marge de manœuvre politique pour pouvoir prendre les mesures nécessaires à la relance de leur économie. Il importe de revoir, à la lumière de la crise, les conditions assorties aux prêts du FMI, de même que le contenu des accords de libre-échange conclus avec l'Europe ou les États-Unis. Ces textes obligent en effet les pays du Sud non seulement à laisser entrer et sortir librement les capitaux étrangers, mais également à abolir les taxes douanières sur les marchandises importées, ce qui

vont perdre leur emploi et sombrer dans la pauvreté. Les agences devraient aussi sensibiliser leurs gouvernements aux besoins du Sud. Actuellement, les pays industrialisés sont tellement préoccupés par leurs propres problèmes qu'ils n'accordent que peu d'attention aux souffrances du reste du monde. Pourtant, ils ont une responsabilité à l'égard de populations qui sont les victimes innocentes de la crise. Sans compter que celles-ci sont déjà durement touchées par la flambée des prix de l'alimentation.

### La crise financière aura eu au moins l'avantage de faire légèrement baisser ces prix.

Ils restent élevés et très volatiles. La crise alimentaire continue, car elle est due en bonne partie aux politiques commerciales imposées par le FMI et la Banque mondiale. Ces institutions ont obligé les pays en développement à supprimer leurs subventions à l'agriculture et la plupart de leurs taxes à l'importation. Elles leur ont dit: «Inutile de produire votre propre nourriture, puisque vous pourrez ainsi en importer à faible coût.» Le résultat, c'est que de nombreux pays dépendent aujourd'hui des importations. Ils ont donc subi de plein fouet l'envolée des prix. La crise alimentaire durera aussi longtemps que nous n'aurons pas résolu ce problème. ■

(De l'anglais)

Du fait qu'ils ont été contraints d'abolir les taxes douanières sur les marchandises importées et de supprimer les subventions à l'agriculture, nombre de pays en développement ne produisent plus assez de denrées alimentaires. À l'instar du Malawi (page de gauche) et du Liberia, ils dépendent des importations.

### Le Sud au service du Sud

Fondé à Genève en 1995, le Centre Sud est une organisation interétatique qui regroupe cinquante pays en développement. Il se veut une plate-forme critique et un laboratoire de réflexion au service du Sud. Son objectif principal est de promouvoir la coopération entre les pays en développement et de renforcer leur position au sein des organisations multilatérales. Le centre les aide à définir des opinions et des propositions communes sur les grandes questions politiques. Il mène des recherches et des analyses sur des questions en relation avec la mondialisation, le commerce, le changement climatique, l'innovation, l'accès aux connaissances et la propriété intellectuelle. Depuis quelques mois, ses travaux mettent également l'accent sur la crise économique et sur la réforme de l'architecture financière mondiale.

[www.southcentre.org](http://www.southcentre.org)

# Les indigènes de Bolivie : combatifs, tenaces et pleins d'espoir

C'est à Santa Cruz, la métropole des plaines orientales, que la division de la Bolivie est la plus criante. L'élite blanche y résiste aux efforts de réforme du président Evo Morales par des blocus et du racisme. Visite à Plan Tres Mil, l'arrondissement pauvre de la ville. De Gerhard Dilger\*.



Gerhard Dilger (3)



La colonne de minibus s'immobilise. Des échoppes misérables en bois et en tôle bordent les deux côtés de l'artère poussiéreuse. On arrive enfin au giratoire de la Rotonda, au cœur de Plan Tres Mil, l'immense secteur pauvre de la ville de Santa Cruz. Sur la place, une poignée de palmiers hirsutes luttent pour leur survie. La bannière des indigènes ou *huipala*, un damier multicolore de 49 carrés, est plantée sur une colonne de béton. Au-dessus flotte le drapeau tricolore de la Bolivie. La symbolique est claire : l'arrondissement est contrôlé par les partisans d'Evo Morales, premier président indien de la Bolivie. Selon la nouvelle Constitution, ce pays sud-américain se nomme désormais «État pluri-national de Bolivie».

## La ville ou l'émigration

Le virage à gauche pris par Evo Morales depuis bientôt quatre ans se heurte à de vives résistances. Les riches et une bonne partie de la classe moyenne urbaine craignent pour leurs privilèges. La bourgeoisie blanche de Santa Cruz s'oppose de façon particulièrement virulente à la politique du gouvernement central. Emmenée par de grands propriétaires fonciers, elle revendique une large autonomie. En septembre 2008, l'épreuve de force a failli déboucher sur une guerre civile.

Au premier abord, rien n'apparaît de ce conflit à Plan Tres Mil. Les échoppes qui entourent la Rotonda vendent denrées alimentaires, quantité de DVD et de CD piratés, articles de ménage et d'hygiène, papeterie, vêtements, chaussures... «Les affaires vont mal», se plaint Remigia Miguel, une solide Indienne de 45 ans à la longue tresse noire. «Les vendeurs de chaussures sont toujours plus nombreux.» Cette mère de neuf enfants gagne moins que son mari employé chez un tailleur. «Dans la confection, c'est aussi difficile, parce qu'il y a tellement de vieux habits importés des États-Unis.» À 18 ans, elle est descendue des hauts plateaux avec sa famille dans l'espoir de trouver à Santa Cruz du travail et une vie meilleure. Entre-temps, quatre de ses frères et sœurs ont émigré en Espagne.

## Importants programmes sociaux

À Santa Cruz, de nombreux habitants installés de longue date traitent avec mépris les nouveaux arrivants à peau foncée, qu'ils appellent *collas*, d'un nom d'une ethnie andine. Ces dernières années, parallèlement à l'avènement d'Evo Morales, les *campesinos* – les habitants «authentiques» de la ville – ont affiché leur racisme toujours plus ouvertement. Remigia Miguel le ressent quand elle vend des





Escudero Patrice/chemis.fr/afif

chaussures dans la vieille ville coloniale. En général, l'hostilité est silencieuse, mais il lui arrive aussi de se faire injurier.

Ses problèmes, Remigia ne veut pas en rendre responsable le chef de l'État : « Les politiciens d'ici ne le laissent pas gouverner. » Elle énumère au contraire les trois principaux programmes sociaux mis en œuvre par le gouvernement Morales : « Maintenant, il y a des allocations pour les enfants scolarisés et les femmes enceintes, et les vieux reçoivent une rente plus élevée. » Si l'État a pu financer ces mesures, c'est parce qu'il a fortement augmenté sa part aux exportations de gaz naturel, dans le cadre de la politique de nationalisation. Alors que cette part se chiffrait à 27 pour cent des bénéfices il y a quatre ans, elle atteint aujourd'hui entre 65 et 77 pour cent selon le site d'exploitation.

### Plan Tres Mil: plus de cent quartiers

L'origine de Plan Tres Mil remonte à 1983. Après une inondation catastrophique, la municipalité avait dû réinstaller 3000 familles dans une zone située à douze kilomètres au sud-est du centre-ville. María Zabala Cortez, âgée aujourd'hui de 72 ans, s'en souvient. Présidente du premier conseil de quartier, elle a lutté pour obtenir des bus, de l'eau potable et des écoles. Elle a nourri une famille de onze personnes avec son salaire de blanchisseuse dans un hôtel et un hôpital. « C'était une période difficile. Mon mari était menuisier. Ensuite, nous avons cuit du pain et ouvert une petite pension. Mes neuf enfants ont fait des études », raconte-t-elle fièrement. La famille a quitté la cabane en bois pour s'installer dans une maison en dur, spacieuse, avec une jolie cour intérieure. Aux dires de M<sup>me</sup> Zabala, un

prêtre espagnol a fait davantage pour la région que tous les politiciens réunis. Chômage et criminalité sont aujourd'hui les principaux problèmes. « C'est la faute aux politiciens locaux, mais aussi au gouvernement central. Ils se bloquent réciproquement », dit-elle pour stigmatiser la polarisation qui sévit à Santa Cruz.

Avec plus de cent quartiers, Plan Tres Mil est le pendant de la ville d'El Alto, au-dessus de La Paz. Ceux qui y vivent – entre 250 000 et 300 000 personnes, on ne sait pas exactement – sont presque tous des indigènes pauvres venus des zones rurales. Cette catégorie représente deux tiers de la population du pays. Mais tandis qu'El Alto a déjà vu s'installer un certain nombre de petites et moyennes entreprises, Plan Tres Mil reste avant tout une cité-dortoir. La majorité de ses habitants travaillent dans les secteurs plus aisés de Santa Cruz.

### La résistance des indigènes

Les infrastructures de Plan Tres Mil laissent aussi à désirer : les rues asphaltées sont rares et le système de santé précaire. Comme la municipalité ne transmet qu'une petite partie de ses recettes au parti gouvernemental Mouvement vers le socialisme, la base tente d'instaurer sa propre administration du secteur, explique Alex Guzmán, rédacteur en chef du quotidien local de gauche *El Guaraní*. « La bureaucratie, des partisans corrompus et un député incompetent l'en ont empêchée jusqu'ici », regrette-t-il. Le gouvernement central a tout de même soutenu la réalisation d'un réseau d'eaux usées, d'une université polytechnique et d'une halle de gymnastique. La construction d'un marché couvert est également prévue.

### Le conflit de l'autonomie

L'entrée en fonction d'Evo Morales, en 2006, a accentué la polarisation en Bolivie. Au Parlement et dans les zones de plaine, l'opposition conservatrice revendiquait l'autonomie des départements orientaux, tandis que le président Morales défendait l'État central. La situation s'est aggravée en 2008 : avec quatre référendums d'une légalité douteuse, les départements de Pando, Beni, Santa Cruz et Tarija ont voté une autonomie sans conséquences pratiques. En août, le président s'est vu confirmé dans sa fonction par 67% des votants. Peu après, les forces de droite ont lancé en plaine une série d'actes de sabotage et de blocus routiers. Les bureaux de services publics ont été dévastés à Santa Cruz et des partisans d'Evo Morales ont été massacrés à Pando. Les autonomistes ont essayé de prendre Plan Tres Mil, mais la gauche a organisé une résistance efficace depuis la station de radio basée à la Rotonda. Lors d'un sommet extraordinaire des États sud-américains, Evo Morales a obtenu le soutien unanime de ses collègues et est sorti renforcé de la crise.



Paule Saux/Hemisfractal

## La renaissance indienne

La Bolivie est le seul pays d'Amérique du Sud à majorité indigène. La frontière entre Indiens et métis est floue. La proportion de Blancs est de 10% au maximum. On compte au total 36 ethnies indigènes, mais les principales sont les Aymaras et les Quechuas, qui vivent sur les hauts plateaux andins. La Constitution, adoptée début 2009 par référendum, renforce les droits des autochtones. Evo Morales leur a promis en août une autonomie accrue à l'échelle communale. Le président a fait ses premières armes politiques comme syndicaliste, en défendant les cultivateurs de coca. C'est depuis son entrée en fonction qu'il tient activement un discours indigéniste. Des voix critiques, à gauche et à droite, lui reprochent de diviser ainsi davantage le pays. Evo Morales a perdu bien des sympathies dans la classe moyenne urbaine. Avec son projet de réforme nationaliste de gauche, destiné surtout à renforcer le rôle de l'État dans l'économie, il entend surmonter des siècles d'exploitation coloniale et néocoloniale des indigènes.

« De même que la guerre du gaz à El Alto avait entraîné la chute du président néolibéral Gonzalo Sánchez de Lozada en 2003, la résistance de Plan Tres Mil a été décisive dans la défaite des autonomistes il y a une année », constate Domingo Faldín, soulignant ainsi la portée nationale de l'esprit combatif des habitants. Ce travailleur social remuant implique des adolescents locaux dans l'organisation de projets culturels : « Cela fortifie leur confiance en soi. Et quelque chose d'analogue se produit dans toute la Bolivie depuis qu'Evo gouverne. »

## Un président modèle et porteur d'espoir

Les ateliers de Domingo Faldín ont lieu dans le Centre intégré de justice (CIJ), sur la place de la Torchère, là où la flamme d'une installation gazière était le seul éclairage dans les premiers temps de Plan Tres Mil. Aujourd'hui, on y trouve un parc avec des aires de jeux. C'est l'un des rares équipements de loisirs du secteur, mais cet espace sec et sans arbres n'est pas très accueillant.

Le CIJ, dont la construction a été financée par des fonds britanniques et américains, fournit aux habitants des conseils juridiques gratuits et les aide dans leur lutte contre la bureaucratie. « Il s'agit pour nous de garantir aux plus pauvres le respect de leurs droits, à commencer par l'établissement d'un acte de naissance », explique le directeur Hipólito Díaz Sandoval. « Il n'est pas facile de gouverner quand une grande partie de l'appareil d'État est héritée du passé et que la droite raciste bloque tout ce qu'elle peut », soupire ce fonctionnaire.

Dehors, sur le trottoir, le cordonnier Diego Huaniquina passe sa journée à réparer des objets en cuir et à vendre des souliers qu'il confectionne le soir et à la maison. « Autrefois, je travaillais dans une fabrique de chaussures à Cochabamba, raconte-t-il, mais il ne me restait qu'une petite partie de mon salaire. » M. Huaniquina est membre d'une coopérative qui espère obtenir un mandat lucratif du gouvernement. L'idée est de produire en Bolivie des bottes militaires, actuellement importées à grands frais de Suisse. Le gouvernement envisage d'octroyer à la coopérative un crédit pour l'acquisition des machines.

La Rotonda reste animée jusque tard dans la nuit. Les minibus recrachent les habitants du quartier qui travaillent durant la journée dans la « riche » Santa Cruz comme vendeurs ambulants, domestiques ou gardiens. Pour la plupart d'entre eux, Evo Morales — que sa ténacité a porté au sommet de l'État — reste un modèle et une source d'espoir. Mais ils savent aussi que le chemin vers une vie meilleure est semé d'embûches. ■

*\* Gerhard Dilger est un journaliste indépendant basé à Porto Alegre, dans le sud du Brésil. Il est correspondant pour l'Amérique du Sud de plusieurs médias germanophones, dont le quotidien « taz » à Berlin, le service de presse évangélique allemand et la « Wochenzeitung » à Zurich.*

(De l'allemand)

## La Suisse et la Bolivie

### Engagement à long terme avec des résultats concrets

(bf) Cela fait 40 ans que la Suisse s'engage en Bolivie. Ses activités de coopération sont particulièrement appréciées parce qu'elles visent des objectifs à long terme, en harmonie avec les plans de développement du pays. Ce travail s'est concentré d'emblée sur les zones rurales des hauts plateaux et des vallées avoisinantes. Il a laissé des traces très concrètes.

Au milieu des années 70 déjà, la DDC a commencé de soutenir la production de semences de qualité pour diverses cultures – fourrage, essences forestières, haricots, pommes de terre et variétés de céréales andines. Résultat: actuellement, plusieurs milliers d'agriculteurs réalisent une partie substantielle de leurs revenus en produisant des semences.

Dès le milieu des années 80, la Suisse s'est également employée à promouvoir un renforcement de la participation citoyenne à l'échelon local et régional. Elle soutient en outre depuis 1995 les efforts entrepris au niveau national pour décentraliser l'État bolivien. Son appui passe par la formation de milliers de « promoteurs » appartenant à des

organisations de base ou aux autorités communales.

#### Promouvoir la paix, le dialogue et l'économie

Avec un budget annuel d'environ 21 millions de francs, la coopération suisse en Bolivie se concentrera ces prochaines années sur les trois domaines thématiques suivants: bonne gouvernance et démocratie, gestion durable des ressources naturelles, développement économique durable.

En collaboration avec des instances gouvernementales et des acteurs de la société civile locale, la Suisse s'emploie à promouvoir la démocratie et la bonne gestion des affaires publiques. Il s'agit de renforcer les compétences ainsi que d'optimiser certaines règles et procédures dans plusieurs ministères (notamment ceux de la justice, de l'environnement et des infrastructures), afin d'améliorer la protection juridique et les services publics. Par ailleurs, les citoyens apprennent à connaître leurs droits et leurs devoirs. Ils peuvent ainsi mieux servir la communauté et exiger davantage de transparence de la part des autorités. En outre, l'intensification du dialogue entre le gouvernement et la société civile doit favoriser une évolution pacifique du pays.

L'utilisation durable des ressources naturelles facilitera l'accès de tous à un potentiel de développement essentiellement local. Des acteurs locaux participent à la planification décentralisée qui doit se traduire par une exploitation plus judicieuse des ressources (eau, terre, forêt, etc.). On améliore ainsi les possibilités de développement tout en diminuant la vulnérabilité des classes défavorisées et le risque de conflits sociaux.

La promotion d'un développement économique durable doit être ciblée de manière à en faire profiter les pauvres. Il s'agit d'une part de créer des emplois et des revenus à l'intérieur des chaînes de valeur, d'autre part de stimuler la compétitivité des acteurs économiques, surtout dans les zones rurales. Une chaîne de valeur part de l'acquisition de la matière première et va jusqu'au consommateur, en passant par la production, la transformation et la commercialisation des marchandises. On entend également améliorer la formation et la qualification professionnelles afin d'aider les jeunes des zones rurales à démarrer dans la vie active. ■



## « Et aujourd'hui, qui manifeste ? »



**Carlos Florencio Colque**

**Maya**, 41 ans, est né près de La Paz. Il a étudié la philosophie à Cochabamba chez les missionnaires Oblats de Marie Immaculée, puis la communication sociale à La Paz. Après avoir terminé ses études, il a travaillé pour différentes radios nationales, pour des chaînes de télévision privées et pour la télévision d'État bolivienne. Il a perdu ce dernier emploi lors d'un changement de gouvernement en 1997, parce qu'il n'appartenait pas à un parti politique. Il a alors monté sa propre affaire dans les transports. Ses clients sont exclusivement des institutions diplomatiques et des agences de développement.

Mon pays a ceci de particulier qu'il faut survivre en sachant que depuis plus de 15 ans, à chaque changement de gouvernement, la majorité des fonctionnaires se retrouvent sans emploi. C'est ce qui m'est arrivé. Bien que je sois titulaire d'un diplôme universitaire, le chômage m'a obligé à réfléchir à d'autres options professionnelles. Ainsi, je me suis lancé dans les transports.

En faisant ce travail, j'ai rencontré beaucoup de gens et découvert d'autres cultures. Grâce à ces échanges quotidiens, je sais que toutes les villes du monde ont des habitudes similaires, mais aussi que chaque lieu est unique. La Paz, par exemple, se caractérise par deux choses : les *marchas* et les *entradas folklóricas*.

Les marches de protestation – que les habitants appellent simplement *las marchas* – sont des manifestations sociales bien organisées qui se déroulent dans les rues de la capitale. Des ouvriers, des paysans, des fonctionnaires, etc. réclament des hausses de salaires, des emplois, des avantages pour leurs organisations sociales ou syndicales. Bien que le gouvernement actuel ait été porté au pouvoir par des mouvements sociaux issus de cette « démocratie de la rue », il n'a pas pu se libérer des *marchas*. Celles-ci ont lieu au moins trois fois par semaine sur les principales avenues. Le phénomène, déjà ancien, s'est amplifié au même rythme que les frustrations nées de la profonde crise socioéconomique qui secoue mon pays depuis de nombreuses années.

Les *entradas folklóricas* sont un autre trait particulier de la ville la plus haute du monde. Ces formes d'expression culturelle, diverses et colorées, sont des défilés de danseurs qui, accompagnés d'un groupe mu-

sical, célèbrent l'anniversaire de leur quartier ou des fêtes religieuses. Les plus grandes durent plusieurs jours, couvrent pratiquement toute la ville et suscitent un vaste déploiement de la police nationale. C'est le cas, par exemple, du défilé de l'université ou de la fête dédiée au Señor del Gran Poder (Seigneur tout-puissant). D'autres *entradas* sont plus petites : par exemple, une vingtaine de personnes ferment les rues pour célébrer ensemble, en dansant, la fondation de leur quartier.

Certes, les protestations sont légitimes et les danses expriment la richesse de notre culture. Cependant, ces manifestations bloquent les artères principales, occasionnent un véritable chaos dans le trafic et posent problème à tous ceux qui doivent se rendre d'urgence au centre-ville. La situation désespère les passants et met à rude épreuve les nerfs des automobilistes. On entend souvent cette plaisanterie : « Et aujourd'hui, qui manifeste ? »

Tous les matins, je prends ma voiture en sachant que je ne pourrai peut-être pas travailler normalement. Chaque citoyen se dit la même chose et s'efforce de mener ses activités au milieu des manifestants et des danseurs. Ce contexte handicape tout le monde. Mais les personnes les plus affectées sont celles qui, comme moi, vivent des transports. Nous devons faire preuve d'astuce pour trouver de nouveaux itinéraires, afin de ne pas rester bloqués pendant des heures dans les bouchons.

Si nous ne roulons pas, nous ne gagnons rien et les dettes s'accroissent. C'est à cause de cette instabilité et pour subvenir aux besoins de leurs familles que beaucoup de mes collègues ont décidé de partir. J'ai eu l'occasion de le faire, mais j'ai repoussé cette idée pour ne pas laisser mes enfants. Cependant, quand je suis pris dans les embouteillages, il m'arrive de penser que j'aurais mieux fait d'émigrer.

Ma ville est belle et unique par ses habitants, ses maisons mêlées aux montagnes dans le ciel bleu, son Illimani enneigé et son soleil incomparable. Personne ne dit le contraire. Cependant, il serait bon de réfléchir à une solution qui convienne à tous. Nous avons besoin d'un *modus vivendi* dans lequel les protestations et les danses puissent continuer, mais qui nous permette aussi de travailler et de nous déplacer librement pour accomplir notre travail quotidien et faire vivre nos familles. ■

(De l'espagnol)



Carlos Colque



## Il ne suffit pas d'avoir des idées géniales

Il y a quelques semaines, les apprentis de la DDC ont organisé une soirée cinéma, suivie d'un débat. Parmi les films projetés, un bref documentaire fort intéressant présentait un moyen inhabituel de se procurer de l'eau dans le désert. Une équipe de chercheurs avait tendu des filets curieusement noués, afin de capter l'humidité contenue dans le brouillard flottant au sol. Des gouttelettes d'eau se formaient sur les filets, puis s'écoulaient dans une canalisation placée sous cette installation. Une méthode géniale pour récupérer de l'eau dans les zones arides. Côté technique, le système était au point.

Pourtant, ce projet n'a pas eu le succès escompté. La population latino-américaine qui devait en bénéficier n'était pas en mesure d'entretenir les filets et le réseau de conduites. Le coût de la distribution d'eau dans le village était plus élevé que prévu et les travaux nécessaires au captage entravaient les autres activités professionnelles. En fin de compte, il s'est avéré que l'eau ainsi obtenue coûtait beaucoup plus cher que celle amenée par camions-citernes.

Cette histoire me rappelle la machine à vapeur qui se trouvait durant l'Antiquité à la bibliothèque d'Alexandrie. Elle était le fruit d'une expérience ingénieuse et impressionnait les érudits, mais nul ne savait à quoi l'utiliser.

Aussi géniale soit-elle, une idée ou une invention restera vaine si elle n'est pas conçue pour les gens à qui elle doit rendre service. Pour promouvoir le développement grâce à l'innovation, il faut partir des conditions de vie des personnes concernées, en commençant par étudier et comprendre leur manière de faire, leur culture et leur société. C'est

ainsi seulement que l'on aura une chance de mettre de nouvelles technologies au service du développement. Hélas, il est rare que les choses se déroulent de cette manière, car on a tendance à empoigner le problème par le mauvais bout.

Ce constat n'a toutefois rien de nouveau. Joseph Schumpeter, l'un des grands économistes du siècle dernier et contemporain de John Keynes, s'est longuement penché sur la question. Il a étudié de près le rôle de l'invention, de l'innovation et de la diffusion dans le développement économique. Ses observations sont encore aujourd'hui fort utiles, précisément pour la coopération au développement.

La soirée mise sur pied par les apprentis a eu le mérite d'amorcer la réflexion : les vraies solutions ne surgissent pas du néant, comme le lapin blanc que le magicien tire de son chapeau. On doit les bâtir en prenant comme point de départ les conditions de vie des personnes défavorisées. Appliquée tant par les organismes privés que par l'aide publique, cette approche est l'un des principaux atouts de la coopération suisse au développement. ■

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

*(De l'allemand)*



Paul Henin/af

## Santé et autodétermination dans les questions intimes

**Grossesses non désirées, avortements dangereux ou contamination par le virus du sida sont des sujets difficiles à aborder. La Fédération internationale pour la planification familiale fait un travail de pionnier dans ce domaine.**

(gn) La sexualité est un sujet très sensible qui pose également des problèmes aux organisations de développement. Cependant, il est essentiel de diffuser des informations de qualité et d'étoffer les soins relatifs à la santé sexuelle et génésique, notamment pour améliorer la situation des mères et de leurs enfants, stopper la propagation du sida et maîtriser la courbe démographique (voir *Un seul monde* 3/2009).

### Accès limité à la contraception

La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) a été fondée en 1952 par des pionnières. Ces dernières avaient compris à quel point les droits individuels et la marge de manœuvre des femmes en matière de planification familiale et de sexualité sont étroitement liés au développement social et économique dans un monde globalisé. À l'époque déjà, leur objectif était de renforcer la po-

sition des femmes dans ces domaines en dépassant tous les clivages, qu'ils soient culturels, traditionnels ou religieux.

Cette organisation est aujourd'hui présente dans plus de 150 pays. Avec sa vaste panoplie de services et son engagement planétaire en faveur de la santé génésique et des droits des femmes à l'autodétermination en matière de sexualité, elle fait partie des leaders institutionnels sur ces questions. L'IPPF se considère explicitement comme une lobbyiste dont la vocation est de faire reconnaître le droit fondamental de l'être humain à l'autodétermination sexuelle et génésique. Ses activités vont des campagnes de sensibilisation à d'innombrables activités liées aux soins de santé, en passant par des combats pour de meilleures législations et contre les avortements dangereux.

Alors que, dans le monde industrialisé, des moyens contraceptifs sont aujourd'hui partout disponibles

« Je rêve du jour où chaque nouveau-né sera le bienvenu, où hommes et femmes seront égaux en droits et où la sexualité sera synonyme d'intimité, de joie et de tendresse. »  
*Elise Ottesen-Jensen,*  
*membre fondatrice de*  
*l'IPPF*

et qu'une grossesse ne constitue plus un risque, le Sud et l'Est connaissent bien des lacunes sur le plan médical – en particulier en matière de santé génésique. Ainsi, une étude du Fonds des Nations Unies pour la population (Fnuap) révèle que dans les pays en développement les plus pauvres, seule une femme sur dix a accès à des moyens contraceptifs. Il en résulte des centaines de milliers de grossesses non désirées, qui s'inscrivent souvent dans un cercle vicieux de misère et de détresse. Le fossé entre nations riches et pauvres est également frappant dans le domaine des soins aux femmes enceintes et aux nourrissons. À cela s'ajoute l'épidémie de sida, qui fait des ravages dans les pays en développement en raison de leur manque de ressources.

### L'avortement, un sujet délicat

Au cours des dernières années, la DDC a accordé une importance centrale à la lutte contre le sida dans ses projets de santé. Elle possède le savoir-faire requis à cet égard. Pour d'autres aspects de la santé génésique, elle s'appuie en revanche sur les activités et l'expérience d'organisations telles que l'IPPF.

Nathalie Vesco, chargée de programme pour les questions de santé à la DDC, explique pourquoi la fédération est une partenaire indispensable : « En tant qu'organe fâtelier d'organisations non gouvernementales actives sur le terrain, l'IPPF peut aborder les sujets sensibles de la santé génésique tout autrement que les organismes onusiens ou les agences gouvernementales telles que la DDC. » Les avortements illégaux, estimés à 19 millions par année à travers le monde, sont un exemple concret de cette problématique. Environ 70 000 femmes paient de leur vie des interventions souvent hasardeuses et pratiquées dans des conditions d'hygiène déplorable.

La plupart de ces tragédies surviennent dans les pays en développement. Mais le contexte culturel ou politique dans le pays partenaire fait qu'il est parfois impossible pour la DDC d'aborder de front, dans ses projets ou programmes, la question de l'interruption de grossesse, note Nathalie Vesco. L'IPPF peut se montrer beaucoup plus explicite, notamment grâce à ses associations membres qui sont bien implantées sur place.

C'est pourquoi la Suisse contribue, avec le Danemark, la Norvège, la Suède et la Grande-Bretagne, au financement du Fonds pour l'accès à l'avortement sans risques (Safe Abortion Action Fund), créé en 2006. Administré par l'IPPF, celui-ci a lancé une cinquantaine de projets de lutte contre les avortements dangereux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est.



Bungler/Hollandse-Hogte/leif

Dans les pays en développement, comme ici au Bénin, de nombreuses femmes ne sont pas suivies pendant leur grossesse et ne bénéficient pas de soins de santé de base. De plus, une sur dix seulement a accès à des moyens contraceptifs.

### Mieux utiliser le savoir-faire

La coopération suisse au développement cofinance depuis 1995 les activités de l'IPPF. Elle profite aujourd'hui déjà de ses échanges avec cette organisation. Mais à l'avenir, il s'agira d'utiliser de manière encore plus ciblée son savoir-faire spécifique. « Nous entendons encourager dans nos pays prioritaires la coordination entre les partenaires locaux, les organisations membres de l'IPPF, le Fnuap et l'Unicef. Le but est d'exploiter au mieux les synergies possibles et d'intensifier le dialogue politique à tous les niveaux », souligne Nathalie Vesco. « L'IPPF joue un rôle capital en tant que plateforme internationale ; elle fait office de courroie de transmission entre les diverses institutions et permet d'avoir rapidement une vue d'ensemble des activités menées dans le domaine de la santé génésique. »

Plus que d'autres thèmes de développement, ces activités sont exposées aux vents contraires de la politique, de la culture et de la religion – un problème que la santé sexuelle et génésique affronte depuis toujours. ■

(De l'allemand)

### Un réseau mondial

La Fédération internationale pour la planification familiale (IPPF) forme un réseau d'organisations qui s'emploient à promouvoir dans leurs pays respectifs la santé et les droits en matière de sexualité et de reproduction. Créée en 1952 à Bombay, à l'issue d'une conférence internationale sur la planification familiale, elle compte aujourd'hui 151 associations membres, dont la Fondation suisse pour la santé sexuelle et reproductive. L'IPPF, dont le siège se trouve à Londres, a établi des bureaux régionaux à Nairobi, Tunis, Bruxelles, New Delhi, Kuala Lumpur et New York. Son budget d'environ 120 millions de dollars est couvert à plus de 70% par des fonds publics de développement. Toutes les régions du monde sont représentées au sein du conseil de pilotage, qui se réunit deux fois par an. Il faut qu'au minimum un délégué de chaque région ait moins de 25 ans, car les activités de l'IPPF répondent surtout aux besoins et aux préoccupations des jeunes générations.

[www.ippf.org](http://www.ippf.org)

# Un revenu régulier grâce au lait



**Sur les hauts plateaux du sud de l'Arménie, l'élevage est pratiquement la seule source de revenus. La situation des paysans locaux s'est améliorée grâce à l'étroite collaboration entre une ONG, des fromageries régionales et la DDC.**

## Optimisme en dépit de la crise

En Arménie comme ailleurs, le prix du lait est au plus bas : alors que les paysans voient augmenter leurs frais de production, les entreprises transformatrices comme Elola exercent une pression sur le prix du lait cru. « Outre Elola, il y a une deuxième société de produits laitiers dans la région », explique Zara Allahverdyan, cheffe du projet de la DDC à Erevan. « Cette concurrence est bénéfique pour les paysans, qui se regroupent pour avoir plus de poids dans les négociations. » Le projet avait débuté modestement, avec un budget annuel de 11 000 dollars. Déjà, il avait obtenu des résultats substantiels qui lui avaient permis d'investir notamment dans la promotion commerciale de la viande. Et grâce à une collaboration avec des institutions financières, les paysans accéderont bientôt plus facilement à des microcrédits, qu'ils pourront rembourser de manière échelonnée.

(gn) La vie a changé dans les montagnes qui entourent la petite ville de Goris, dans le sud de l'Arménie, depuis que la société fromagère Elola a créé en 2006 des centres de collecte du lait équipés de locaux frigorifiques. À Kornidsor, un village de 1100 habitants, Narine Israelyan a apprécié la différence. Comme beaucoup d'autres paysans, elle produisait jusque-là ses propres fromages, mais n'arrivait pratiquement pas à les vendre sur le marché local. L'économie laitière reste la principale source de revenus pour sa famille, qui compte six personnes. Mais aujourd'hui, M<sup>me</sup> Israelyan vend son lait cru à Elola, ce qui lui vaut un revenu régulier. Sans compter qu'elle travaille moins puisqu'elle n'a plus besoin de fabriquer des fromages. Cette réorganisation a été rendue possible par la collaboration entre l'association locale Strategic Development Agency (SDA) et l'entreprise Elola, également implantée dans la région, qui vend ses fromages notamment dans la capitale Erevan et les exporte en Russie.

## Formation des paysans et des enfants

Un autre changement important a été l'établissement d'un cabinet vétérinaire dans le village. Les paysans n'avaient plus bénéficié d'une médecine vétérinaire professionnelle depuis la chute du ré-

gime soviétique. Outre les soins de base, ce projet comprend une amélioration qualitative du cheptel et des programmes de formation à l'intention des paysans. La DDC, qui remplit surtout une fonction de coordination, lui fournit une contribution de 800 000 francs par année. Il s'agit d'adopter une approche globale afin d'améliorer les conditions de production, de même que l'accès au marché pour les quelque 2000 familles de cette province montagneuse isolée.

« Aujourd'hui, je peux consacrer davantage de temps à ma famille et à mes enfants. En effet, je n'ai plus à fabriquer des fromages et à me demander si nous pourrions les vendre ou les échanger contre des choses dont nous avons absolument besoin », remarque Narine Israelyan. « Il suffit d'avoir un revenu en espèces, relativement modeste mais régulier, pour pouvoir planifier comment on va couvrir les besoins de sa famille. Le plus important est d'avoir de l'argent pour la formation et l'avenir des enfants. » C'est grâce à ce projet que ses trois filles ont pu s'inscrire à l'université ou à l'école normale. La vente du lait a aussi permis à la famille d'investir dans son exploitation et de doubler son cheptel, qui est ainsi passé de quatre à huit vaches. ■

*(De l'allemand)*

**Nouvelle stratégie culturelle**

(dls) La culture et l'art ont été de tout temps les aiguillons qui ont permis aux sociétés de se mettre en mouvement. Ce sont par excellence des instruments de transformation sociale. La DDC tient compte depuis longtemps de leur rôle essentiel dans le développement. Son engagement se situe dans un cadre international avec la ratification par la Suisse en 2008 de la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, dont celles des pays en développement constituent un volet essentiel.

En juillet dernier, la DDC s'est dotée d'une nouvelle orientation stratégique sur la promotion des échanges interculturels et des artistes du Sud et de l'Est. Cette stratégie, valable pour les cinq prochaines années, définit trois axes d'intervention. D'une

part, on facilitera depuis la Suisse l'accès des artistes du Sud et de l'Est à des publics, à des réseaux et au marché global de la culture. La priorité sera accordée au cinéma et à la musique, en raison de leurs avantages comparatifs sur le plan du marché et de la diffusion. Dans le cadre de ces activités, soutenues en Suisse, les productions culturelles des pays prioritaires de la DDC recevront plus d'attention à l'avenir. Le deuxième axe consistera à poursuivre le soutien à des projets culturels dans les pays ou les régions prioritaires. Enfin, on s'attachera à promouvoir et à développer les compétences interculturelles au sein de la DDC et des organisations non gouvernementales partenaires.

**Le Nobel de l'alphabétisation**

(jls) L'association Tin Tua, partenaire de longue date de la DDC au Burkina Faso, a reçu l'un des

quatre prix internationaux d'alphabétisation 2009, décernés par l'Unesco. Cette distinction lui a été remise le 8 septembre à Paris, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alphabétisation. Elle récompense la qualité et l'envergure de l'engagement de Tin Tua dans ce domaine. Créée en 1989, l'association a développé un enseignement bilingue. Ses programmes sont adaptés aux réalités et aux besoins locaux. Actuellement, ils touchent quelque 40 000 apprenants chaque année, dont la moitié sont des femmes, dans 750 villages et hameaux du Burkina Faso. Tin Tua, dont le nom signifie en langue goulmancema « développons-nous nous-mêmes », a lié l'alphabétisation à l'éducation non formelle, souvent la seule accessible aux populations pauvres. Elle s'adresse non seulement aux jeunes de plus de 15 ans et aux

adultes, mais aussi aux enfants de 9 à 15 ans qui ont quitté prématurément l'école ou ne l'ont jamais fréquentée. Ces jeunes ont ainsi l'occasion d'acquérir des compétences liées aux activités économiques et sociales de leur milieu de vie. L'action de Tin Tua a permis d'augmenter le taux d'alphabétisation à 40% dans les villages concernés, un taux largement supérieur à la moyenne nationale de 26%. Les trois autres prix d'alphabétisation de cette année ont été remis à des projets eux aussi particulièrement innovants en Afghanistan, en Inde et aux Philippines.

## Au fait, que sont les droits de l'homme ?

(mr) La notion de « droits de l'homme » (parfois remplacée par celle de « droits humains », jugée moins sexiste) englobe toutes les libertés auxquelles l'individu peut prétendre du simple fait de sa condition humaine, et que la collectivité garantit pour des raisons éthiques. Les droits de l'homme sont des droits innés dont jouissent tous les êtres humains de manière égale, quels que soient leur sexe, leur origine ethnique ou leur religion. Cette notion s'est développée au fil d'un long processus qui est toujours en cours. Il existe aujourd'hui un ensemble d'instruments planétaires et régionaux qui protègent les droits de l'homme et contribuent à les faire respecter. Au niveau mondial, les droits de l'homme se développent au sein de l'ONU. Dans sa charte de 1945, celle-ci se donnait déjà pour but de développer et d'encourager « le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion » (art. 1, ch. 3). La Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée en 1948, est le premier pas vers la concrétisation de cet objectif. Elle contient un catalogue des droits fondamentaux à la liberté et à l'égalité, certaines garanties de procédure ainsi qu'une série de droits économiques et sociaux, comme le droit à la sécurité sociale ou le droit au travail. L'article 29 attribue à chaque individu une responsabilité envers la communauté dans laquelle il vit, postulant ainsi l'exis-

tence de « devoirs fondamentaux ». Par ailleurs, deux pactes internationaux adoptés en 1966 et quatre conventions (sur les droits de l'enfant, la torture, la discrimination à l'égard des femmes et la discrimination raciale) ont apporté les bases juridiques nécessaires pour statuer en matière de droits de l'homme.



# Les droits de l'homme face au changement climatique



Le Figaro Magazine/Infat



**Christine Kaufmann** a étudié le droit à l'Université de Zurich. Elle y a présenté une thèse de doctorat portant sur le droit à l'alimentation, vu sous l'angle du droit international. Depuis septembre 2003, Christine Kaufmann est professeure de droit administratif, constitutionnel et international à l'Université de Zurich. Par ailleurs, elle siège au comité du World Trade Institute (WTI) de l'Université de Berne. Ses principaux sujets de recherche sont les suivants : conséquences de la mondialisation sur les droits nationaux ; interfaces entre droit commercial international et droits de l'homme ; rapport entre commerce international et système financier.

**Le changement climatique menace les droits de l'homme. Dans les régions concernées, les droits fondamentaux à la vie, à l'eau et à l'alimentation sont en danger. C'est là un défi de taille pour la communauté internationale qui semble pourtant bien loin d'un consensus sur des solutions. Maria Roselli s'est entretenue avec Christine Kaufmann, directrice du Centre de compétences pour les droits humains de l'Université de Zurich.**

**Un seul monde: La Déclaration universelle des droits de l'homme a été adoptée il y a plus de 60 ans. Quels grands progrès ont été réalisés depuis lors?**

**Christine Kaufmann:** À l'époque, cette déclaration a constitué un énorme progrès en soi, même si elle n'était conçue que comme un programme politique. Par exemple, tout le monde n'était pas d'accord sur le poids des droits qu'elle proclamait : pour les uns, ils avaient une valeur contraignante ; pour les autres, ils n'étaient que des objectifs généraux. Ces divergences n'existent plus. Aujourd'hui, tous les États reconnaissent que les droits de l'homme sont contraignants. Ce qui est nouveau, c'est que les individus peuvent en invoquer certains devant la justice.

**Qu'en est-il des droits de l'homme à l'ère du changement climatique?**

Nous devons admettre que les prévisions du Grou-

pe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sont justes et que les catastrophes naturelles, les glissements de terrain, les inondations, etc. vont se multiplier. Des pays entiers, comme les Maldives, pourraient disparaître. De tels phénomènes compromettraient directement le droit à la vie, à l'alimentation, à l'eau et à la santé. Lors des catastrophes climatiques, des gens meurent ; d'autres ne peuvent plus cultiver leurs champs, souffrent de la faim, consomment de l'eau souillée ou tombent malades. Mais le changement climatique peut aussi avoir des effets plus insidieux : par exemple, lorsque la sécheresse rend stériles des régions entières et que les habitants sont obligés d'aller chercher du travail en ville. Les flux migratoires s'amplifient et les droits de l'homme sont toujours menacés dans ce contexte.

**Selon des experts, les «réfugiés du climat» sont d'ores et déjà plus nombreux que les**



Les effets du réchauffement climatique, tels que la sécheresse au Kenya (page de gauche) ou la culture de canne à sucre sur de grandes surfaces au Brésil pour la production d'agrocarburants, peuvent conduire à des violations des droits de l'homme

### autres. Leur nombre devrait atteindre 200 millions d'ici 2050. Faudra-t-il adapter le droit international ou le droit d'asile ?

La notion de réfugié se fonde encore sur les accords négociés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Or, la persécution par l'État n'est plus depuis longtemps la principale raison qui pousse les gens à fuir. Le changement climatique modifie les moyens d'existence des individus et des nations. Il en résulte des tensions qui augmentent les risques de conflit. Et l'éclatement d'une guerre ou la pénurie d'eau et de nourriture jettent toujours plus de gens sur les routes. Le Haut Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Navanethem Pillay estime que l'on ne devrait pas parler de « réfugiés du climat », car cela revient à confondre des notions juridiques. C'est pourtant bien à cause du changement climatique que les gens fuient et tombent alors dans un vide juridique. On préconise à présent de leur accorder l'asile, du moins provisoirement. Mais il faut de toute évidence de nouvelles règles. Tout le reste ne sera que du bricolage. Nous devons inévitablement redéfinir la notion de réfugié.

### Devant quels nouveaux défis le changement climatique place-t-il les droits de l'homme ?

D'une part, il faut combattre les conséquences directes du changement climatique – par exemple là où se produisent des catastrophes naturelles. D'autre part, il importe de revoir la manière dont les États

répondent à ce phénomène. Car leur réaction peut à son tour mettre les droits de l'homme en péril. C'est le cas lorsqu'on mise sur les agrocarburants pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Cela peut paraître étrange, mais le risque existe bel et bien. La culture des matières premières, tels le maïs ou la canne à sucre, mobilise en effet de grandes surfaces. Or, on prend ces terres agricoles le plus souvent aux petits paysans, en les privant ainsi de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, la production est principalement aux mains de grandes entreprises, de sorte que les petits agriculteurs pauvres, en particulier les femmes, peinent à acquérir des terres cultivables. De surcroît, l'équilibre des agrocarburants est controversé. Avant de les promouvoir, les États devraient s'assurer qu'ils sont vraiment écologiques et examiner leurs conséquences sur les droits de l'homme.

### Ce sont le plus souvent des multinationales qui cultivent au Sud des plantes destinées à être transformées en carburants. Leurs pays d'origine doivent-ils rappeler ces entreprises à leurs devoirs ?

Exactement. Mais ce n'est pas si facile. En droit international, les entreprises ne portent pas de responsabilité directe. Celle-ci incombe toujours aux États. Il appartient donc à l'État de veiller à ce que les multinationales basées sur son territoire ne violent aucun droit humain. Le principe paraît simple, mais il est difficile à mettre en pratique.

### Mortalité plus élevée chez les femmes

Selon un rapport du bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les femmes, les enfants et les membres de communautés indigènes subissent de plein fouet les conséquences du changement climatique. Les femmes et les jeunes filles sont particulièrement exposées à ces risques, en raison de la discrimination sexuelle et du rôle qui leur est dévolu dans la société : elles comptent parmi les plus pauvres et doivent souvent subvenir seules aux besoins de la famille. Il a été démontré que leur taux de mortalité est nettement plus élevé que celui des hommes lors de catastrophes naturelles. Ce constat vaut principalement pour les sociétés où le statut économique de la femme est faible.



Martin Sasseo/leif

Les répercussions du changement climatique compromettent le droit à la vie, à l'alimentation, à l'eau et à la santé. Ce fut le cas au Myanmar en 2008, lorsqu'un cyclone a détruit les habitations de dizaines de milliers de personnes.

**Que devrait donc faire la Suisse pour que Nestlé assume ses responsabilités en ce qui concerne la privatisation de l'eau?**

D'abord, la Suisse devrait savoir ce que signifie exactement le respect du droit à l'eau dans le cadre d'une privatisation. Mais ensuite, la balle est dans le camp de l'ONU. Car nombre de questions restent sans réponse. Combien de litres d'eau me faut-il par jour? Dans quelle mesure les entreprises sont-elles responsables du droit à l'eau? Presque tout reste à définir.

**Serait-ce suffisant si l'ONU déclarait que l'eau est un bien public?**

C'est en partie déjà fait. Cependant, les efforts visant à interdire la privatisation de l'approvisionnement en eau ont échoué. Les réseaux de distribution peuvent être privatisés avec l'accord de l'État. Mais la responsabilité des entreprises n'est toujours pas réglée. L'ONU a nommé un rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les sociétés transnationales. John Ruggie doit tenter de formuler ce que le respect de ces droits implique pour les entreprises et comment les États peuvent intervenir. La responsabilité des multinationales est un serpent de mer. Dans les années 70, après la chute de Salvador Allende au Chili, dans laquelle deux sociétés américaines étaient impliquées, l'ONU avait déjà tenté d'édicter des règles. On venait de réaliser que les multinationales peuvent avoir autant d'influence que les États, mais qu'elles ne sont pratiquement pas soumises au droit international.

Quarante ans plus tard, on recherche toujours des solutions, mais avec l'économie et non contre elle. John Ruggie propose de définir d'abord les devoirs des entreprises, puis d'élaborer les instruments juridiques nécessaires.

**Le changement climatique a surtout été causé par les nations industrialisées et ce sont les pays en développement qui en subissent les conséquences. Que répond la communauté internationale à ce dilemme?**

Elle est consciente du problème. Le principe de causalité est inscrit dans la Convention de l'ONU sur les changements climatiques, qui parle aussi d'équité, donc de justice. Les pays qui sont les principaux responsables du changement climatique doivent veiller à ce que les nations plus pauvres n'en souffrent pas démesurément. Mais on est encore très loin d'une entente sur ce que cela signifie concrètement. À mon avis, l'approche fondée sur les droits de l'homme, comme celle de la FAO, est la plus prometteuse. Il est inutile de débattre sans fin des erreurs commises. Nous devons intervenir d'urgence pour que les pauvres ne deviennent pas toujours plus pauvres. Quant à savoir qui doit agir en premier pour que la conjonction entre changement climatique, crise alimentaire et crise financière ne débouche pas sur une catastrophe humanitaire, la réponse est évidente: les pays industrialisés et, parmi eux, la Suisse. ■

*(De l'allemand)*

**Ma patrie se noie**

Le bureau du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme prévoit que l'on comptera quelque 150 millions de personnes déplacées d'ici 2050. Parmi les principales raisons de ces mouvements de population figurent la désertification, l'accroissement du stress hydrique, la disparition de zones côtières sous les eaux, ainsi que la violence et les troubles sociaux déclenchés par le changement climatique. Les droits de beaucoup de personnes déplacées sont menacés dans leur pays, mais aussi lorsqu'elles fuient vers d'autres États. Les habitants d'îles plates seront dans une situation particulièrement dramatique, car ils risquent de voir leur patrie sombrer au cours des prochaines décennies en raison de la montée du niveau des mers.

## Des abeilles pour stopper l'exode rural

Dans l'une de mes dernières chroniques – consacrée à la gabegie du développement industriel –, je dénonçais la migration massive des populations rurales vers les villes d'Afrique du Sud. Je l'attribuais au fait qu'il n'existe aucun effort concerté de développement des campagnes. Celles-ci continuent d'être négligées et isolées, tandis que le gouvernement se focalise sur les zones urbaines. Un lecteur m'a écrit pour contester l'idée qu'un développement rural concerté permettrait d'infléchir les flux migratoires. Selon lui, l'exode rural constitue un « phénomène naturel » des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles, impossible à inverser.

Je ne suis pas de cet avis. Mes activités dans le développement rural, au Lesotho et dans la province sud-africaine du Cap oriental, m'ont appris que les gens de la campagne sont très attachés à leur terre ancestrale. Ils ne l'abandonnent que s'ils y sont contraints. Depuis des générations, ils ont travaillé dans les mines situées à proximité des villes, mais la plupart d'entre eux reviennent au village une fois leur contrat terminé. S'ils avaient un gagne-pain dans les zones rurales, les ruraux resteraient chez eux.

Je ne conteste pas que certains jeunes soient attirés par les feux de la ville. Ils subissent l'influence de la télévision et du cinéma, qui véhiculent l'image d'une vie citadine pétillante, saine et pleine d'agrément, par opposition à l'existence rurale, présentée comme pénible et ennuyeuse. Mais généralement, les gens partent parce qu'ils recherchent une sécurité économique et politique. S'ils la trouvaient sur place, ils ne demanderaient pas mieux que de participer activement au développement de leur région.

Laissez-moi vous donner un exemple: il y a quelques années, j'ai visité un village de la région de Lower Telle, proche de la frontière avec le Lesotho. J'ai découvert une montagne splendide dont les teintes à dominante rose ont attiré mon regard. C'était le printemps et l'aloès, qui pousse dans cette partie du Cap oriental, était en pleine floraison. Je me suis dit: « Cette montagne ne saurait être belle sans raison. »

La pauvreté de cette région m'a frappé. Auparavant, les hommes travaillaient dans les mines des zones urbaines. Mais le marasme économique et les compressions budgétaires avaient fait exploser le taux de chômage.

Les fleurs sur la montagne m'ont immédiatement fait penser aux abeilles. Mais je ne connaissais rien à l'apiculture. Aussitôt revenu chez moi, à Johannesburg, je me suis inscrit dans un centre de formation dont l'adresse figurait dans un hebdomadaire agricole. Ensuite, je suis retourné au village et j'ai soumis aux habitants l'idée de l'apiculture. Quelques-uns d'entre eux – ceux qui estimaient n'avoir rien à perdre en participant à un projet considéré comme farfelu par les autres – ont fondé une coopérative et construit un rucher sur la « montagne rose ». Au préalable, le chef du village avait donné son accord et la population avait approuvé en votation l'utilisation de ce territoire communal.

Il a fallu quelques années pour que le projet vole de ses propres ailes. Ce fut un long processus. Quelques villageois sont allés se former à l'école d'apiculture que j'avais moi-même fréquentée. Des cours d'alphabétisation et de gestion commerciale ont été organisés sur place. Nous avons

collecté des fonds pour acheter les premiers essaims et l'équipement nécessaire.

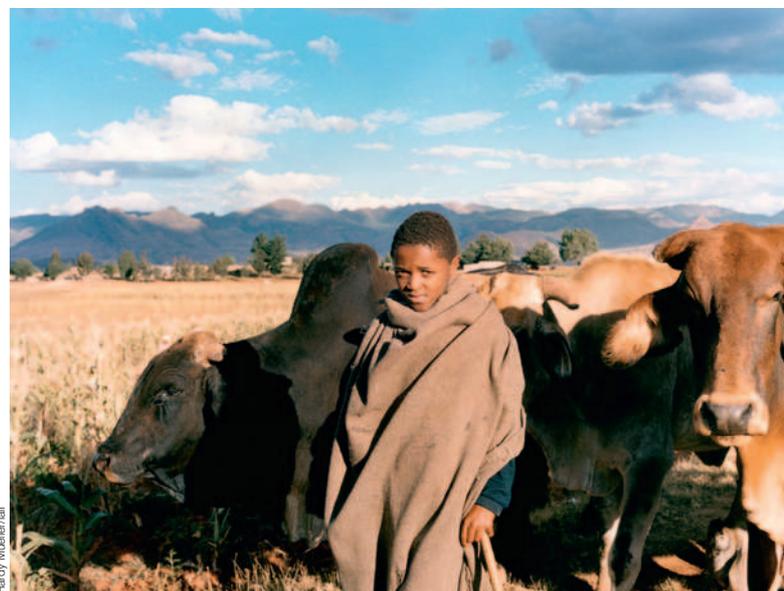
Ce projet apicole, géré par les femmes de Lower Telle, est maintenant solidement établi. En plus des ruches qui parsèment la montagne, il y a deux bâtiments où le miel est extrait des rayons, chauffé, puis conditionné, et où l'on entrepose le matériel. La coopérative possède un camion qui transporte le miel vers les villes voisines, pour le vendre à des hôtels et à des magasins. Ce miel a beaucoup de succès en raison de son goût exceptionnel, dû aux aloès et aux buissons qui poussent sur la montagne.

Le plus important, c'est que les membres du projet sont restés sur place parce qu'ils ont maintenant un moyen d'existence. Et certains de ceux qui avaient émigré sont revenus. ■

(De l'anglais)



**Zakes Mda** (de son vrai nom Zanemvula Kizito Gatyeni Mda) est l'un des écrivains les plus connus d'Afrique du Sud. Né en 1948, il a grandi à Soweto et au Lesotho. Puis il a émigré aux États-Unis en 1963, où il a étudié à l'Université de l'Ohio. De retour en 1995, il devient écrivain en résidence au Market Theatre de Johannesburg. Après avoir écrit surtout des pièces de théâtre dans les années 70 et 80, Zakes Mda se tourne vers le roman. Ses œuvres, couronnées par de nombreux prix, ont été traduites dans diverses langues. Trois de ses sept romans ont été publiés en français: *Le Pleureur* (Dapper, 1999), *La Madone d'Excelsior* (Seuil, 2004) et *Au pays de l'ocre rouge* (Seuil, 2006). Zakes Mda est aussi peintre, compositeur et cinéaste. Par ailleurs, il dirige le Southern African Multimedia AIDS Trust, à Sophiatown (Johannesburg), et élève des abeilles. Enseignant dans des universités américaines et sud-africaines, il vit aujourd'hui entre Johannesburg et l'Ohio.



Harold Maller/afif

# Deux mondes incap



**Claudia Llosa** est née à Lima en 1976. Elle a étudié le cinéma à la Faculté de communication de l'Université de Lima, avant de poursuivre ses études à New York, puis à Madrid, où elle a obtenu un master en écriture du scénario. Sa carrière professionnelle a commencé à la télévision et dans la publicité. En 2006, Claudia Llosa a réalisé un premier long métrage, *Madeinusa*, qui a connu un grand succès sur la scène internationale. Son deuxième film, *La teta asustada*, a été projeté pour la première fois au Festival international du film de Berlin en février 2009, où il a obtenu l'Ours d'or. La jeune réalisatrice vit à Barcelone depuis sept ans. Elle est la nièce du grand écrivain péruvien Mario Vargas Llosa.

L'univers culturel des communautés andines a rarement été porté au cinéma. La jeune cinéaste péruvienne Claudia Llosa innove en consacrant deux films de fiction aux Indiens quechuas. Son deuxième long métrage, *La teta asustada*, a remporté cette année l'Ours d'or au Festival international du film de Berlin. Entretien avec Jane-Lise Schneeberger.

**Un seul monde: Le titre de votre film, *La teta asustada* (le sein effrayé), est le nom d'une maladie qui se transmettrait par le lait maternel. Selon les Indiens, les femmes violées durant la guerre par les soldats communiquent leur traumatisme à l'enfant qu'elles allaitent. Votre héroïne, Fausta, souffre de ce mal mystérieux. Cette croyance existe-t-elle ou l'avez-vous inventée?**  
**Claudia Llosa:** Elle existe

vraiment. Elle est même très répandue dans la région des Andes. J'ai découvert son existence en lisant une étude de Kimberly Theidon sur les viols systématiques commis par l'armée durant la guerre civile. Cette anthropologue américaine avait recueilli les témoignages de nombreuses victimes, dont quelques-unes faisaient allusion au syndrome de la *teta asustada*. Je l'ai repris dans mon film, parce que cela me permettait de traiter la question des viols en

évoquant la vie actuelle et non durant le conflit. À travers ce mythe, je pouvais faire face au présent. Ce qui m'intéresse, c'est l'idée que la guerre se transmet comme une maladie.

**Durant la guerre civile, les militaires ont violé des milliers de femmes et de filles dans les zones rurales des Andes. Ces actes ont-ils été punis?**  
Seule une poignée de victimes ont obtenu justice, parce

# ables de communiquer



qu'elles ont accepté de parler. Un des grands problèmes, c'est que les femmes violées n'osent pas porter plainte. C'est vrai partout sur la planète, mais dans les Andes, la langue indigène rendait la dénonciation encore plus difficile. En quechua, il n'existe en effet pas de mot qui exprime le viol. On utilise des termes comme «mauvais traitement» ou «mal». Les policiers et les juges ne prêtaient aucune attention à une femme disant qu'elle avait été maltraitée ou qu'on lui avait fait du mal. Après la guerre, la Commission Vérité et Réconciliation a tenté de recenser les viols, mais le nombre de victimes est très difficile à établir. Les cas prouvés sont loin de correspondre à la réalité.

**Si les atrocités commises pendant la guerre restent**

**impunies, comment le Pérou parviendra-t-il à la réconciliation?**

Ce n'est pas des viols que le Pérou doit guérir, mais d'un problème plus grave encore, qui est l'absence de communication. Le viol, la douleur et la mort sont les conséquences de cette incapacité à dialoguer, à reconnaître l'autre et à l'accepter avec ses différences. Dans *La teta asustada*, le manque de communication se reflète à travers l'opposition entre le monde andin et le monde occidental moderne, dont les relations se basent sur une forme récurrente de paternalisme et de domination. Mais je veux aller au-delà de cela, car il s'agit en fait d'une problématique humaine. On cherche toujours à écraser celui qui s'oppose ou qui pense différemment. Comment réussir une relation heureuse sans coerci-

tion? Je ne me réfère pas seulement à l'aspect sexuel, mais aussi culturel.

**Votre film ne laisse guère d'espoir sur un rapprochement de ces deux mondes, symbolisés par Fausta, la jeune indigène, et Aida, la riche concertiste blanche qui l'emploie comme domestique.**

Oui, les frontières sont toujours là. Ces deux femmes vivent dans leurs bulles. Aida habite une superbe propriété, un petit paradis, tournant le dos à la misère qui l'entoure. Elle craint de perdre sa créativité, elle a peur de la mort. De son côté, Fausta a peur de la vie. Elle s'est refermée sur elle-même, tout aussi hermétiquement. Puis un petit lien se crée entre elles à travers le chant. Mais le problème survient quand Aida ne veut pas

reconnaître ce que Fausta lui donne.

**Aida la traite alors avec mépris et méchanceté. Cette relation est-elle un reflet de la réalité au Pérou?**

On ne peut pas dire que les indigènes soient maltraités par les Blancs. Pas du tout. Il y a seulement une incapacité à communiquer. Et ce n'est pas une question raciale, mais culturelle. Lorsque des paysans descendent de la montagne pour venir s'installer à Lima, la capitale, ils sont souvent rejetés par les autres indigènes qui sont déjà immergés dans un milieu urbain et moderne. Les nouveaux arrivants reçoivent des surnoms, on les appelle des *recién bajados* (fraîchement débarqués). Je veux montrer l'opposition entre la culture indigène et ce que le Blanc symbolise, à savoir la mo-



Dans ses deux premiers films de fiction, *La teta asustada* (série du haut) et *Madeinusa*, Claudia Llosa met en scène l'univers culturel des communautés andines

dermité, le monde occidental. C'est pour cela qu'à la fin du film, Fausta emmène la dépouille de sa mère sur une plage et lui dit : « Regarde la mer, maman. » Cette scène signifie que si Lima doit s'intéresser davantage aux Andes, le monde andin doit aussi regarder vers les régions côtières, incarnées par Lima.

**Les Indiens font l'objet de nombreux documentaires, mais on les voit rarement dans des films de fiction. Pourquoi avez-vous choisi de traiter de croyances andines dans vos deux premiers longs métrages?**

Parce que c'est à travers la mythologie et les croyances que l'être humain essaie d'exprimer de manière symbolique ce qu'il ne peut pas comprendre. Si peu de cinéastes latino-américains situent leurs scénarios dans un contexte indigène, c'est que généralement le public boude ce

genre de films. Au Pérou, les habitants de Lima manifestent peu d'intérêt pour le reste du pays. Ils préfèrent passer leurs vacances à Miami plutôt que de découvrir les Andes. Grâce à mon éducation et à mon parcours de vie, c'est un peu différent dans mon cas. Je m'étais déjà rapprochée de la culture andine bien avant de faire du cinéma.

**Vos deux films ont été tournés avec des acteurs amateurs. Quelle a été leur réaction en voyant le produit fini?**

Dans les deux cas, la première projection au Pérou a eu lieu dans la communauté où j'avais tourné, à savoir un village perché à 3700 mètres d'altitude pour *Madeinusa* et un quartier pauvre de Lima pour *La teta asustada*. J'ai invité tout le monde à une projection gratuite. Les habitants étaient reconnaissants et fiers d'avoir

participé au succès du film. Ce qui m'a surpris, c'est qu'à Lima, les spectateurs ont applaudi en voyant les endroits les plus pauvres du quartier. Car il s'agit de leur cadre de vie, de leur histoire. Pour la première fois, ces gens se sentaient en lien avec la scène internationale, le monde moderne, le Festival du film de Berlin... En ce qui concerne *Madeinusa*, nous avons pu offrir une reconnaissance financière vu que la communauté était plus petite : nous avons fait installer l'électricité dans le village.

**Jusqu'à présent, peu de productions péruviennes avaient fait une carrière internationale. Les films latino-américains projetés en Europe sont le plus souvent argentins ou brésiliens. Comment expliquez-vous cela?**

Cela tient essentiellement à des questions financières. Au Pérou,

les cinéastes ne reçoivent que des subsides très modestes de l'État. Le montant maximum par film est de 120 000 dollars et seuls trois ou quatre projets en bénéficient chaque année. Sur ce plan, les budgets péruviens sont à des années-lumière de ceux du Mexique, de l'Argentine et du Brésil. Mes deux films ont reçu une aide officielle d'un montant de 70 000 dollars chacun. Mais ils ont coûté beaucoup plus que cela. Nous avons donc dû obtenir des financements auprès de divers organismes étrangers. Cela représente plusieurs années passées à déposer des demandes de subsides, à chercher des soutiens, à espérer... ■

(De l'espagnol)



### Souvenirs indiens de Paléo

(er) Lancé en 2003 avec le soutien de la DDC, le Village du Monde est désormais une scène en vue du Paléo Festival de Nyon. En 2009, il a proposé une incursion fascinante dans l'univers de la musique indienne. Une compilation judicieuse de morceaux déjà enregistrés prolonge le plaisir estival. Le ton de ce CD n'est pas qu'au folklore, comme le prouve son entrée en matière virtuose : une *bhangra* entraînant interprété par le collectif indo-britannique Achanak. Pour l'occasion, cette musique de danse, venue du nord-ouest de l'Inde, se drape d'un son occidental. L'exploration musicale du pays se poursuit. On passe des voix émouvantes du Pendjab aux rondes mélodiques et rythmiques des *tablas* et des *vinas* (*luths*). Les sonorités hypnotiques des groupes *tziganes* du Rajasthan sont suivies par des morceaux qui s'apparentent au *fado* et au flamenco. Toute oreille appréciera en particulier la fusion entre *raga* (mélodie) et *tala* (rythme), imprégnée d'accents *soufis* et d'harmonies *qawwalies*, mais associée à des sons urbains comme le *drum'n'bass*, le jazz ou la pop de Bollywood. *Divers artistes* : « Paléo Festival Nyon, Village du Monde 2009 ; Indian Mood » (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

### Une rappeuse sénégalaise engagée

(er) Soudain, on est emporté par les sons aériens de la *kora*, auxquels se mêlent le rythme des

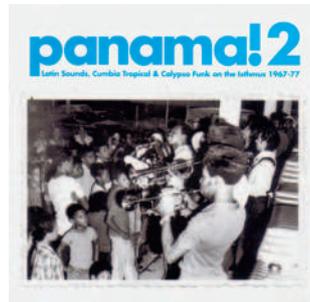
tambours et les nuances subtiles du *djembe*. S'y ajoutent les accords de guitare, les *scratches* bien nets, les chœurs chaleureux et les paroles scandées par une voix puissante. Tel est le hip hop de la Sénégalaise Fatou Mandiang Diatta, 27 ans, plus connue sous le nom de Sister Fa. Entre rap et afro-pop, son style posé se situe à mille lieux des clichés du gangsta rap américain. Il est très proche du hip hop ouest-africain, une scène dominée par la gent masculine. La rappeuse, installée depuis trois ans à Berlin, passe d'une langue à l'autre (*wolof*, français, *mandingue*, *diola*) pour aborder les thèmes qui lui tiennent à



cœur. Elle dénonce les injustices sociales au Sénégal, les ravages du sida, le mariage forcé des filles ou encore les mutilations génitales féminines, dont elle a elle-même été victime. Évoquant « le revers du paradis », Sister Fa crée une ambiance qui confine parfois à la mélancolie. *Sister Fa* : « Sarabah – Tales from the Flipside of Paradise », CD avec 2 vidéos (Piranha/Musikvertrieb)

### Le pur plaisir de danser

(er) Née de la colonisation, du commerce d'esclaves, de la construction du chemin de fer et du canal, la République de Panama a vu le jour sur la portion la plus étroite de l'isthme d'Amérique centrale, entre les océans Atlantique et Pacifique. Ce pays multiethnique est devenu aussitôt un véritable creuset musical, où se mêlent depuis



des décennies les courants musicaux des Caraïbes, d'Afrique et de toute l'Amérique : latin, cumbia, calypso, funk, jazz, soul... Pendant longtemps, personne ne s'était aperçu de cette richesse. Des trouvailles datant de la période 1967-1977 sont aujourd'hui reprises sur un disque savamment orchestré. Celui-ci est accompagné d'un livret instructif qui présente les *combos nacionales*, des groupes alors très populaires au Panama, ainsi que d'anciennes photos. Malgré quelques bruits de fond, ces vingt morceaux déclenchent le pur plaisir de danser. On se sent inévitablement entraîné par les sons chatoyants du piano, l'impétuosité des cuivres, les solos de saxophone, les prodigieux riffs de guitare et les coquette-ries de l'accordéon, sans oublier des voix au timbre agréablement âpre.

*Divers artistes* : « Panama! 2 », CD/33 tours (Soundway/Groove Attack, Hum Records)

### Master en développement

(jls) L'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève, organise une formation continue en études du développement, intitulée International Executive Master in Development Studies (Imas). Ce programme de neuf mois s'articule autour d'une thématique centrale : « Développement et mondialisation, entre croissance et exclusion ». L'enseignement est partiellement décentralisé, avec des institutions partenaires situées au Pérou, au

Mali et au Viêt-nam. Les étudiants viennent de quatre continents. L'Imas s'adresse à des personnes qui occupent des postes à responsabilités dans des organismes publics ou privés d'intérêt collectif. Les participants obtiennent un Master of Advanced Studies, diplôme reconnu au niveau international. La prochaine session se déroule du 2 août 2010 au 8 avril 2011. Les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 31 janvier 2010.

Inscriptions : IHEID, programme Imas, CP 136, 1211 Genève 21, 022 908 43 80, [imas@graduateinstitute.ch](mailto:imas@graduateinstitute.ch)

**Formation postgrade**

Voici les cours proposés par l'EPFZ durant le premier semestre 2010 dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel):

23-26.2 Vers des moyens d'existence durables: approches et pratiques

1-4.3 Urbanisation: tendances et conséquences de l'urbanisation mondiale pour la coopération au développement

8-12.3 Promotion du secteur privé

15-19.3 Introduction à la planification et au suivi de projets et de programmes

22-26.3 Promotion de la paix dans le cadre de la coopération internationale

6-9.4 Évaluer l'efficacité de projets et de programmes

12-16.4 Culture et développement: la coopération internationale entre diverses orientations culturelles

20-23.4 Analyse quantitative de l'efficacité: méthodes et applications

26-30.4 DI I: développement institutionnel dans la coopération au développement

3-7.5 Formation d'animateurs

17-20.5 Changement climatique et coopération

26-28.5 Développement industriel et environnement

31.5-4.6 Introduction à la planification et au suivi de projets et de programmes

8-11.6 Introduction à la gestion financière de projets

Le programme de master en développement et coopération débutera à l'automne 2010.

Ce cycle de vingt mois (2010-2012) est ouvert à tous les titulaires d'un diplôme délivré par une haute école.

Informations et inscriptions: EPFZ, secrétariat du Nadel, tél. 044 632 42 40 ou sur le site [www.nadel.ethz.ch](http://www.nadel.ethz.ch)

**La photographe et les Zapotèques**

(bf) La Mexicaine Graciela Iturbide, 67 ans, est certainement la photographe latino-américaine la plus importante et la plus influente de notre époque. En 2008, elle a reçu le Prix Hasselblad, l'une des plus prestigieuses distinctions mondiales en photographie, et ses clichés figurent dans les collections de plusieurs musées internationaux. Le Fotomuseum de Winterthour consacre une exposition à l'ensemble de son œuvre. Les premiers travaux importants de cette artiste hors du commun datent du début des années 80. À l'époque, Graciela Iturbide a visité à plusieurs reprises la ville de Juchitán, un lieu mythique dans le sud de l'État d'Oaxaca, patrie des Indiens zapotèques. Depuis lors, elle réussit à faire transparaître dans ses portraits et paysages l'univers des indigènes, fortement ancré dans les mythes.



Comotex

L'un des grands projets qu'elle a réalisés récemment consistait à photographier l'intérieur de la maison de l'artiste-peintre mexicaine Frida Kahlo, décédée en 1954. La photographe a été l'une des premières personnes autorisées à pénétrer dans la salle de bains de la Casa Azul, une pièce restée verrouillée durant plus d'un demi-siècle. «*Graciela Iturbide – Augen zum Fliegen*», Fotomuseum, Winterthour, du 28.11.2009 au 15.2.2010

**Un patrimoine venu d'ailleurs**

(jls) La deuxième Mission scientifique suisse en Angola, menée de 1932 à 1933, a fourni au Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN) une part importante de ses collections africaines. Elle avait ramené environ



3500 objets et 2500 photographies. Une exposition permet actuellement de découvrir ce fonds exceptionnel qui n'avait plus été montré au public depuis les années 40. Elle s'intéresse en particulier à un membre de l'expédition, Théodore Delachaux, artiste, collectionneur, scientifique et conservateur du MEN de 1921 à 1945. Une salle évoque ses motivations et les préparatifs du voyage. Les photos prises en Angola soulignent le choc de la rencontre et les ambiguïtés propres à ce type de voyages. Enfin, l'exposition présente le retour de la mission, à savoir le déballage, la restauration et la mise en valeur des objets. Sans condamner ses prédé-

cesseurs, l'équipe actuelle du MEN propose un examen critique des pratiques ethnographiques en vigueur à l'époque. «*Retour d'Angola*», Musée d'ethnographie de Neuchâtel, jusqu'au 31 décembre 2010

**L'Argentine mise à sac**

**Films**

Presque dix ans avant que les pays industrialisés ne plongent dans la crise financière, entraînant le Sud dans leur débâcle, l'Argentine a connu une déconfiture qui aurait pu servir d'avertissement au reste du monde.

Dans son film *Memoria del saqueo* (en français: *Mémoire d'un saccage*), le vieux maître du cinéma latino-américain, Fernando Solanas, décrit avec force les méfaits de la mondialisation et du bradage d'un pays entier. Le long métrage s'ouvre sur les soulèvements populaires en Argentine. Puis il revient en arrière pour retracer l'histoire qui a ruiné un pays pourtant riche et démonter les mécanismes de la mondialisation. Ce film est aussi un manifeste en faveur d'un monde plus juste et donc meilleur. «*Comment se fait-il que l'Argentine, grenier à blé de la planète, ait eu à souffrir de la faim?*», s'interroge Fernando Solanas. «*Ceci est ma contribution à un débat urgent et indispensable, que d'aucuns mènent en Argentine, en Amérique latine et ailleurs, avec la conviction qu'un autre monde est possible.*»

Fernando Solanas: «*Memoria del saqueo*», DVD, trigon-film. Commande et informations: 056 430 12 30 ou [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

**Étonnante réconciliation au Nigeria**

En Afrique, les tensions entre chrétiens et musulmans débou- chent souvent sur la violence. C'est ce qui s'est produit à Kaduna, dans le nord du Nigeria,

au cours des années 90. L'imam Muhammad Ashafa et le pasteur évangélique James Movel Wuyé dirigeaient deux milices adverses. Le premier a dû assister à l'assassinat de ses proches par des chrétiens; le second a perdu une main lorsque des musulmans ont essayé de le tuer. Pas étonnant, donc, que chacun considère l'autre comme son ennemi juré. Le documentaire *L'imam et le pasteur* raconte avec beaucoup d'émotion comment ces deux hommes sont parvenus à surmonter la méfiance, la haine, les peurs et les blessures intérieures, ainsi que le clivage entre leurs valeurs culturelles et religieuses, pour se découvrir des idées communes. Les ennemis de naguère dirigent aujourd'hui ensemble un centre de médiation. Ils forment des équipes qui travaillent à la résolution des conflits entre musulmans et chrétiens à travers tout le pays. Alan Channer: «*L'imam et le pasteur*», film documentaire, Nigeria/GB 2006. Informations: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, [www.filmecinewelt.ch](http://www.filmecinewelt.ch)



**Livre** **La couleur de l'espoir** (jls) La section suisse de Reporters sans frontières consacre un album rétrospectif au travail de Zalmai Ahad, photographe d'origine afghane établi à Lausanne. Cet ouvrage quadrilingue (français, allemand, italien et anglais) retrace vingt ans d'une carrière couronnée par de nombreux prix internationaux. Zalmai Ahad a mis à disposition une centaine d'images prises en Afrique, en Asie, à Cuba et aux États-Unis. Lui qui avait dû fuir son pays à l'âge de 15 ans a réalisé plusieurs reportages sur l'exil, s'intéressant notamment aux réfugiés soudanais, congolais, irakiens et afghans. Il a aussi illustré le sort des pygmées centrafricains, victimes de la déforestation. Mais la moitié de ces photos racontent l'Afghanistan, où Zalmai Ahad est retourné à plusieurs reprises. Adeptes de la photographie en noir et blanc, il a opté pour la couleur après la chute des talibans en 2001, afin d'aller à la rencontre de l'espoir qui renaissait dans son pays. Il a illustré le retour de millions de réfugiés et les besoins immenses d'un peuple qui tente de se reconstruire.

### Sites Internet

*Zalmai Ahad: «Zalmai pour la liberté de la presse», éditions Favre, Lausanne, et Reporters sans frontières Suisse, 128 pages, 16 francs*

### Un relais pour la culture du Sud

Artlink, coopération culturelle, est l'agence suisse pour l'art et la culture en provenance d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. Ce centre de documentation et de promotion travaille en étroite collaboration avec des artistes, des organisateurs, des journalistes et des spécialistes de la culture en Suisse. Son site Internet fournit des informations sur des manifestations, des publications, des artistes et des projets artistiques. Une médiathèque ouverte à tous documente le travail d'artistes immigrés. Grâce à des contributions du fonds culturel Sud, financé par la DDC, artlink finance chaque année une centaine de manifestations et de productions. De plus, une offre croissante d'ateliers stimule le dialogue interculturel. Depuis 2008, l'agence s'occupe également du club de lecture allemand *Der andere Literaturklub* et de ses quelque 900 membres en Suisse. Artlink a succédé début

2008 à l'organisme Culture et Développement, qui avait été fondé en 1984 par six œuvres d'entraide.

[www.artlink.ch](http://www.artlink.ch),  
[www.literaturklub.ch](http://www.literaturklub.ch)

### Des spécialistes du DFAE viennent à vous

### Divers

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne; tél. 031 322 31 53/ 35 80; fax 031 324 90 47/48; courriel: [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)

### Impressum

*Un seul monde* paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)  
Catherine Vufray (coordination globale) (vuc)  
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,  
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,  
Sabina Mächler

### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

**Graphisme :** Laurent Cocchi, Lausanne

### Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel: [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 90 47 [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

**Tirage total :** 52 000

**Couverture :** Chômeurs à Buenos Aires, en Argentine; Dermot Tatlow/laif

**ISSN 1661-1675**

**Dans le prochain numéro :**

**L'eau est une ressource vitale. Elle revêt une importance croissante sur le plan géopolitique, économique et social. Notre dossier présente les grands défis au niveau mondial, les compétences spécifiques de la coopération suisse et des projets exemplaires dans la gestion de l'eau.**

